

ROYAUME DU MAROC
OFFICE NATIONAL DES AEROPORTS



DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Appel d'offres ouvert N° 181/19/AOO

**Fourniture et pose de la signalisation
fixe et des enseignes extérieures à
l'Académie Internationale Mohammed
VI de l'Aviation civile**

Table des matières

AVIS D'APPEL D'OFFRES	1
CHAPITRE 1 : DISPOSITIONS GENERALES	3
ARTICLE 01 : OBJET DE L'APPEL D'OFFRES	3
ARTICLE 02 : MAITRE D'OUVRAGE	3
ARTICLE 03 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS	3
ARTICLE 04 : CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES	3
ARTICLE 05 : LANGUE DE L'OFFRE	3
ARTICLE 06 : DOSSIERS DES CONCURRENTS ET LISTE DES PIECES A FOURNIR	4
ARTICLE 07 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE	6
ARTICLE 08 : OFFRES TECHNIQUES	7
ARTICLE 09 : OFFRES COMPORTANT DES VARIANTES	7
ARTICLE 10 : OFFRE FINANCIERE	7
ARTICLE 11 : MONNAIE DE L'OFFRE	8
ARTICLE 12 : PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS	8
ARTICLE 13 : DEPOT DES OFFRES DES CONCURRENTS	9
ARTICLE 14 : RETRAIT DES OFFRES DES CONCURRENTS	11
ARTICLE 15 : OUVERTURE DES PLIS ET EXAMEN ET EVALUATION DES OFFRES	11
ARTICLE 16 : CRITERES D'ADMISSIBILITE DES CONCURRENTS ET D'ATTRIBUTION DU MARCHE	12
ARTICLE 17 : RESULTATS DEFINITIFS DE L'APPEL D'OFFRES	12
ARTICLE 18 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES ET DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION	12
ARTICLE 19 : ANNULATION D'UN APPEL D'OFFRES	12
ARTICLE 20 : INFORMATION, DEMANDE D'ECLAIRCISSEMENT ET RECLAMATIONS	13
CHAPITRE 2 : DISPOSITIONS PARTICULIERES	14
ANNEXE I : MODELE DE DECLARATION SUR L'HONNEUR	1
ANNEXE II : MODELE CAUTION PERSONNELLE ET SOLIDAIRE	1
ANNEXE III : MODELE D'ACTE D'ENGAGEMENT	2
ANNEXE IV : MODELE BORDEREAU DES PRIX – DETAIL ESTIMATIF (BDP-DE)	1
CHAPITRE 1 : CLAUSES ADMINISTRATIVES	5
ARTICLE 01 : OBJET DU MARCHE	5
ARTICLE 02 : MODE DE PASSATION DU MARCHE	5
ARTICLE 03 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	5
ARTICLE 04 : CONNAISSANCE DU DOSSIER	5
ARTICLE 05 : REFERENCES AUX TEXTES GENERAUX	5
ARTICLE 06 : RESILIATION	6
ARTICLE 07 : DOMICILE DU PRESTATAIRE	6
ARTICLE 08 : REGLEMENT DES CONTESTATIONS	6
ARTICLE 09 : CAS DE FORCE MAJEURE	6
ARTICLE 10 : ENTREE EN VIGUEUR ET APPROBATION	6
ARTICLE 11 : NANTISSEMENT	6

ARTICLE 12 : DROIT APPLICABLE	7
ARTICLE 13 : DROITS ET TAXES	7
CHAPITRE 2 : CLAUSES TECHNIQUES	8
ARTICLE 14 : MAITRE D'ŒUVRE	8
ARTICLE 15 : CONTROLE ET VERIFICATION	8
ARTICLE 16 : BREVETS	8
ARTICLE 17 : NORMES	8
ARTICLE 18 : GARANTIE PARTICULIERE	8
ARTICLE 19 : AGREMENT DU PERSONNEL EMPLOYE A L'AIAC.	9
ARTICLE 20 : SUJETIONS RESULTANT DE L'EXECUTION SIMULTANEE DE TRAVAUX INTERESSANT LES DIFFERENTS CORPS D'ETAT ET ENTREPRENEUR VOISINS	9
ARTICLE 21 : DELAI D'EXECUTION	9
ARTICLE 22 : PENALITES POUR RETARD	9
ARTICLE 23 : RECEPTION PROVISOIRE	10
ARTICLE 24 : DELAI DE GARANTIE	10
ARTICLE 25 : RECEPTION DEFINITIVE	10
ARTICLE 26 : CAUTIONNEMENT DEFINITIF – RETENUE DE GARANTIE	10
ARTICLE 27 : MODE DE PAIEMENT	10
ARTICLE 28 : PLANS D'EXECUTION	11
ARTICLE 29 : DESCRIPTION DES PRESTATIONS :	11
ARTICLE 30 : CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :	13
ARTICLE 31 : MODALITE D'EXECUTION	20
ARTICLE 32 : CERTIFICATS	21
ARTICLE 33 : RECEPTION DU CHANTIER	21
ARTICLE 34 : NATURE DES PRESTATIONS ET REVISION DES PRIX	21
ARTICLE 35 : PRESENCE DE L'ENTREPRENEUR SUR LES LIEUX DES PRESTATIONS	21
ARTICLE 36 : ORGANISATION ET POLICE DE CHANTIER	21
ARTICLE 37 : DEFINITION DES PRIX	22

ROYAUME DU MAROC
OFFICE NATIONAL DES AEROPORTS

AVIS D'APPEL D'OFFRES
OUVERT SUR "OFFRES DE PRIX"
N°181/19/AOO

Le **mercredi 13 novembre 2019** à **10h00**, il sera procédé, dans la salle de réunion de la Direction Financière située près du bâtiment de la Direction des Achats et de la Logistique (près de l'Aéroport Mohammed V-Nouasseur) à l'ouverture des plis relatifs à l'appel d'offres **sur offres de prix** concernant : **Fourniture et pose de la signalisation fixe et des enseignes extérieures à l'Académie Internationale Mohammed VI de l'Aviation civile.**

Le dossier d'appel d'offres peut être retiré contre récépissé et **paiement du prix d'acquisition des plans**, auprès de la Cellule Interface Achats au Département des Achats situé au bâtiment de la Direction des Achats et de la Logistique (près de l'Aéroport Mohammed V-Nouasseur). Ledit dossier, y compris la version numérique des plans, peut également être téléchargé à partir du portail des marchés publics **www.marchespublics.gov.ma** et **à titre indicatif** à partir de l'adresse électronique **www.onda.ma**.

Les plans imprimés sont disponibles à la Cellule Interface Achats contre paiement du prix de **27 DHS.**

Le cautionnement provisoire est fixé à la somme de : **37 000,00 DHS.**

L'estimation des coûts des prestations établie par le maître d'ouvrage est fixée à la somme TVA comprise de : **2 527 560,00 DHS.**

Le contenu, la présentation ainsi que le dépôt des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles 06, 07, 08, 09, 10, 11, 12, 13 et 14 du règlement de la consultation du présent appel d'offres.

Les concurrents peuvent :

- 1) Soit déposer contre récépissé leurs plis, sur support papier, à la cellule Interface Achats au Département des Achats situé au bâtiment de la Direction des Achats et de la Logistique (près de l'Aéroport Mohammed V-Nouasseur) au plus tard le **mercredi 13 novembre 2019** à **9h00** ;
- 2) Soit les envoyer, sur support papier, par courrier recommandé avec accusé de réception, à la cellule précitée ;
- 3) Soit les transmettre par voie électronique, via le portail des marchés publics, dans les conditions fixées par l'arrêté n°20-14 du 8 kaada 1435 (04 septembre 2014) relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics ;
- 4) Soit les remettre, sur support papier, au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance et avant l'ouverture des plis.

Les plis déposés ou reçus postérieurement au jour et à l'heure fixés ci-dessous **ne sont pas admis.**

N.B : Une visite des lieux sera organisée au profit des concurrents intéressés le mercredi 30 octobre 2019 à 10h00 à l'AIAC. (Contact : Gsm : 0660 100 336)

ROYAUME DU MAROC
OFFICE NATIONAL DES AEROPORTS



REGLEMENT DE CONSULTATION

Appel d'offres ouvert N° 181/19/AOO

**Fourniture et pose de la signalisation fixe
et des enseignes extérieures à
l'Académie Internationale Mohammed
VI de l'Aviation civile**

TABLE DES MATIERES

CHAPITRE 1 : DISPOSITIONS GENERALES	3
ARTICLE 01 : OBJET DE L'APPEL D'OFFRES	3
ARTICLE 02 : MAITRE D'OUVRAGE	3
ARTICLE 03 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS	3
ARTICLE 04 : CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES	3
ARTICLE 05 : LANGUE DE L'OFFRE	3
ARTICLE 06 : DOSSIERS DES CONCURRENTS ET LISTE DES PIECES A FOURNIR	4
ARTICLE 07 : CAUTIONNEMENT PROVISoire	6
ARTICLE 08 : OFFRES TECHNIQUES	7
ARTICLE 09 : OFFRES COMPORTANT DES VARIANTES	7
ARTICLE 10 : OFFRE FINANCIERE	7
ARTICLE 11 : MONNAIE DE L'OFFRE	8
ARTICLE 12 : PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS	8
ARTICLE 13 : DEPOT DES OFFRES DES CONCURRENTS	9
ARTICLE 14 : RETRAIT DES OFFRES DES CONCURRENTS	11
ARTICLE 15 : OUVERTURE DES PLIS ET EXAMEN ET EVALUATION DES OFFRES	11
ARTICLE 16 : CRITERES D'ADMISSIBILITE DES CONCURRENTS ET D'ATTRIBUTION DU MARCHE	12
ARTICLE 17 : RESULTATS DEFINITIFS DE L'APPEL D'OFFRES	12
ARTICLE 18 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES ET DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION	12
ARTICLE 19 : ANNULATION D'UN APPEL D'OFFRES	12
ARTICLE 20 : INFORMATION, DEMANDE D'ECLAIRCISSEMENT ET RECLAMATIONS	13
ANNEXE I : MODELE DE DECLARATION SUR L'HONNEUR	1
ANNEXE II : MODELE CAUTION PERSONNELLE ET SOLIDAIRE	1
ANNEXE III : MODELE D'ACTE D'ENGAGEMENT	2
ANNEXE IV : MODELE BORDEREAU DES PRIX – DETAIL ESTIMATIF (BDP-DE)	1

CHAPITRE 1 : DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 01 : OBJET DE L'APPEL D'OFFRES

Le présent règlement concerne la consultation relative au projet : **Fourniture et pose de la signalisation fixe et des enseignes extérieures à l'Académie Internationale Mohammed VI de l'Aviation civile.**

ARTICLE 02 : MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage est l'Office National des Aéroports (ONDA).

ARTICLE 03 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS

Peuvent valablement participer et être attributaires des marchés publics de l'ONDA, dans le cadre des procédures prévues par le présent règlement de consultation, les personnes physiques ou morales qui répondent aux conditions de l'article 24 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur.

ARTICLE 04 : CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Le dossier d'appel d'offres comprend :

01. L'avis d'appel d'offres ;
02. Le présent règlement de consultation ;
03. Le cahier des prescriptions spéciales (CPS) ;
04. Le modèle d'acte d'engagement ;
05. Le modèle de la déclaration sur l'honneur ;
06. Le modèle du bordereau des prix-détails estimatifs ;
07. Le modèle du bordereau des prix pour approvisionnements, le cas échéant ;
08. Le modèle du sous détail des prix, le cas échéant ;
09. Les plans et documents techniques, le cas échéant.
10. Le règlement relatif aux marchés publics de l'Office National des Aéroports, approuvé le 09 juillet 2014, téléchargeable sur le site de l'ONDA à l'adresse suivante : <http://www.onda.ma/Je-suis-Professionnel/Appels-d'offres/Règlementation-des-marchés-de-l'ONDA> ;

NB : Tout concurrent est tenu de prendre connaissance et d'examiner toutes les instructions, modèles et spécifications contenues dans les documents de la consultation. Le concurrent assumera les risques de défaut de fourniture des renseignements exigés par les documents de la consultation ou de la présentation d'une offre non conforme, au regard, des exigences des documents de la consultation. Ces carences peuvent entraîner le rejet de son offre.

ARTICLE 05 : LANGUE DE L'OFFRE

L'offre préparée par le concurrent ainsi que toute correspondance et tout document concernant l'offre échangés entre le concurrent et l'ONDA doivent être rédigés en **LANGUE FRANÇAISE**.

Tout document imprimé fourni par le candidat peut être rédigé en une autre langue dès lors qu'il est accompagné d'une traduction en langue française par une personne/autorité compétente (Les documents en arabe ne nécessitent pas de traduction en français), des passages intéressants l'offre. Dans ce cas et aux fins de l'interprétation de l'offre, la traduction française fait foi.

Seules les offres techniques peuvent être fournies en langue **ARABE ou ANGLAISE**. Toutefois, en cas de besoin la Commission des Appels d'Offres peut demander, au concurrent et aux frais de ce dernier, la traduction des documents constituant l'offre technique en langue française.

ARTICLE 06 : DOSSIERS DES CONCURRENTS ET LISTE DES PIÈCES A FOURNIR

Conformément aux articles 25, 27, 28, 29 et 30 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur, chaque concurrent est tenu de présenter les pièces suivantes :

A. Le dossier administratif : Pièces exigées

Pour chaque concurrent, au moment de la présentation des offres :

- A1. Une déclaration sur l'honneur**, en un exemplaire unique, conformément au modèle joint au présent règlement de consultation.
- A2.** L'original du récépissé du **cautionnement provisoire** ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu, tel que précisé au niveau de l'avis d'appel d'offres ; **Pour les groupements**, l'attestation de la caution personnelle et solidaire doit être conforme à l'**ANNEXE II** tel que défini à l'article 07 du présent règlement de consultation.
- A3.** Pour les groupements, en plus des pièces citées ci-dessus, une copie légalisée de la **convention constitutive du groupement** prévue à l'article 140 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur ;

Pour les établissements publics :

- A1. Une déclaration sur l'honneur**, en un exemplaire unique, conformément au modèle joint au présent règlement de consultation.
- A2. Une copie du texte** l'habilitant à exécuter les prestations objet du marché ;
- A3.** L'original du récépissé du **cautionnement provisoire** ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu ; **Pour les groupements**, le cautionnement doit être conforme à l'**ANNEXE II** tel que défini à l'article 07 du présent règlement de consultation.
- A4.** Pour les groupements, en plus des pièces citées ci-dessus, une copie légalisée de la **convention constitutive du groupement** prévue à l'article 140 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur ;

B. Le complément du dossier administratif : Pièces exigées

Pour le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché, dans les conditions fixées à l'article 40 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur :

- B1. Les pièces justifiant les pouvoirs** conférés à la personne agissant au nom du concurrent. Ces pièces varient selon la forme juridique du concurrent :
 - S'il s'agit d'une **personne physique** agissant pour son propre compte :

- Aucune pièce n'est exigée ;

➤ S'il s'agit d'un **représentant**, celui-ci doit présenter selon le cas :

- Une copie conforme de la procuration **légalisée** lorsqu'il agit au nom d'une personne physique ;
- Un extrait des statuts de la société et/ou le procès-verbal de l'organe compétent lui donnant pouvoir selon la forme juridique de la société, lorsqu'il agit au nom d'une personne morale ;
- L'acte par lequel la personne habilitée délègue son pouvoir à une tierce personne, le cas échéant.

B2. Une attestation fiscale ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par l'Administration compétente du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 24 du **règlement des marchés de l'ONDA en vigueur**. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé ;

B3. Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (**CNSS**) certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme ou de la décision du ministre chargé de l'emploi ou sa copie certifiée conforme à l'originale, prévue par le dahir portant loi n° 1-72-184 du 15 jourmada II 1392 (27 juillet 1972) relatif au régime de sécurité sociale assortie de l'attestation de l'organisme de prévoyance sociale auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme.

NB : La validité des pièces prévus aux B2) et B3) ci-dessus est appréciée sur la base de leur date de production par rapport de la date du dépôt du complément administratif (cf. paragraphe 5 de l'article 40 du règlement des marchés de l'ONDA).

B4. Le certificat d'immatriculation au **registre de commerce** pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation conformément à la législation en vigueur ;

NB : Pour les concurrents non installés au Maroc l'équivalent des attestations visées aux paragraphes **B2**, **B3** et **B4** ci-dessus, délivrées par les administrations ou les organismes compétents de leurs pays d'origine ou de provenance.

A défaut de la délivrance de tels documents par les administrations ou les organismes compétents de leur pays d'origine ou de provenance, lesdites attestations peuvent être remplacées par une attestation délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits.

Pour les établissements publics :

B1. Une attestation fiscale ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par l'Administration compétente du lieu d'imposition certifiant qu'il est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 24 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur. Cette attestation, qui n'est exigée que pour les organismes soumis au régime de la fiscalité, doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé ;

B2. Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de Sécurité Sociale (**CNSS**) certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions prévues à cet effet à l'article 24 ci-dessus ou de la décision du ministre chargé de l'emploi ou sa copie certifiée conforme à l'originale, prévue par le dahir portant loi n° 1-72-184 du 15 Jourmada II 1392 (27 juillet 1972) relatif au régime de sécurité sociale assortie de

l'attestation de l'organisme de prévoyance sociale auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme.

NB : La validité des pièces prévues aux **B1** et **B2** ci-dessus est appréciée sur la base de leur date de production par rapport de la date du dépôt du complément administratif (cf. paragraphe 5 de l'article 40 du règlement des marchés de l'ONDA).

C. Le dossier technique :

Chaque concurrent est tenu de présenter un dossier technique composé des pièces détaillées dans les dispositions particulières ci-dessous (chapitre 2 du présent règlement de consultation).

Lorsqu'il est prévu, au niveau des dispositions particulières (chapitre 2 du présent règlement de consultation), la présentation d'un certificat de qualification et de classification ou d'un certificat d'agrément. Ledit certificat tient lieu du dossier technique.

Pour les groupements, il y a lieu de se conformer aux dispositions de l'article 140 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur relatives au dossier technique.

D. Le dossier additif :

Il comprend toutes pièces complémentaires exigées par le présent règlement de consultation tel que détaillé dans les dispositions particulières (chapitre 2 du présent règlement de consultation).

E. Le cahier des prescriptions spéciales :

Paraphé et signé, en toutes les pages et sans réserves, par le concurrent ou la personne habilitée par lui à cet effet.

ARTICLE 07 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE

Chaque concurrent est tenu de produire un cautionnement provisoire, par un organisme marocain agréé, tel qu'indiqué sur l'avis d'appel d'offres, conformément au modèle en **ANNEXE II** du présent règlement de consultation.

NB : Le cautionnement ne doit pas être limité dans le temps, ni comporter des conditions et/ou réserves de la part de la banque et/ou du soumissionnaire.

En cas de groupement, le cautionnement provisoire peut être souscrit sous l'une des formes suivantes :

1. Au nom collectif du groupement ;
2. Par un ou plusieurs membres du groupement pour la totalité du cautionnement ;
3. En partie par chaque membre du groupement de telle sorte que le montant du cautionnement soit souscrit en totalité.

NB : Dans les cas prévus aux 2) et 3) ci-dessus, **le récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire** en tenant lieu **doivent préciser la mention suivante :**

« Le présent cautionnement est délivré dans le cadre d'un groupement et, en cas de défaillance, le montant dudit cautionnement reste acquis au maître d'ouvrage abstraction faite du membre défaillant »

Le cautionnement provisoire reste acquis à l'ONDA dans les cas prévus par :

- L'article 15 du CCAG EMO ;
- L'article 18 du CCAG Travaux ;
- L'article 40 du règlement des marchés publics de l'ONDA.

ARTICLE 08 : OFFRES TECHNIQUES

Lorsque la présentation d'une offre technique est exigée conformément à l'article 28 du règlement des marchés de l'ONDA, les concurrents doivent fournir les pièces détaillées dans les dispositions particulières (**cf. chapitre 2 du présent règlement de la consultation**).

ARTICLE 09 : OFFRES COMPORTANT DES VARIANTES

Les offres variantes ne sont pas prévues pour le présent appel d'offres.

ARTICLE 10 : OFFRE FINANCIERE

L'offre financière comprend :

1. L'acte d'engagement, conformément à l'**ANNEXE III**, en un seul exemplaire.

Cet acte d'engagement doit être dûment rempli, et comportant **le relevé d'identité bancaire (RIB)**, est signé par le concurrent ou son représentant habilité, sans qu'un même représentant puisse représenter plus d'un concurrent à la fois pour le même appel d'offres.

Lorsque l'acte d'engagement est souscrit par un groupement tel qu'il est défini à l'article 140 du règlement des marchés publics de l'ONDA, il doit être signé soit par chacun des membres du groupement ; soit seulement par le mandataire si celui-ci justifie des habilitations sous forme de **procurations légalisées** pour représenter les membres du groupement lors de la procédure de passation du marché.

Cette dernière disposition est applicable également **s'il s'agit d'un appel d'offres alloti** dont le règlement de consultation prévoit un acte d'engagement pour chaque lot ; Abstraction faite de la répartition des lots entre les membres du groupement, qu'il soit conjoint ou solidaire.

Si le groupement est conjoint, il doit présenter un acte d'engagement unique qui indique le montant total du marché et **doit préciser** la ou les parties des prestations que chacun des membres du groupement conjoint s'engage à réaliser.

Si le groupement est solidaire, il doit présenter un acte d'engagement unique qui indique le montant total du marché et l'ensemble des prestations que les membres du groupement s'engagent solidairement à réaliser, cet acte d'engagement **peut**, le cas échéant, indiquer les prestations que chacun des membres s'engage à réaliser dans le cadre dudit marché

NB : Le montant total de l'acte d'engagement doit être libellé en **chiffres** et en toutes **lettres**.

2. Le bordereau des prix-détail estimatif, conformément à l'**ANNEXE IV**. Les concurrents **ne doivent** pas proposer plusieurs prix en monnaies différentes pour une même ligne figurant au niveau du bordereau des prix-détail estimatif.

Conformément à l'article 27 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur :

- Les prix unitaires du bordereau des prix, du détail estimatif et ceux du bordereau des prix-détail estimatif et les prix forfaitaires du bordereau du prix global et de la décomposition du montant global **doivent être libellés en chiffres**.
- En cas de discordance entre les prix unitaires du bordereau des prix et ceux du détail estimatif, les prix du bordereau des prix prévalent.
- En cas de discordance entre les montants totaux du bordereau du prix global et ceux de la décomposition du montant global, le montant total la décomposition du montant global prévaut.
- Les montants totaux du bordereau des prix-détail estimatif, du bordereau du prix global et de la décomposition du montant global **doivent être libellés en chiffres**.
- En cas de discordance entre le montant total de l'acte d'engagement, et de celui du détail estimatif, du bordereau des prix-détail estimatif ou du bordereau du prix global, selon le cas, le montant de ces derniers documents est tenu pour bon pour établir le montant réel de l'acte d'engagement.

3. Le sous détail des prix, le cas échéant.

4. Le bordereau des prix pour approvisionnements, lorsqu'il est prévu par le cahier de prescriptions spéciales.

ARTICLE 11 : MONNAIE DE L'OFFRE

Les offres financières doivent être exprimées, en Dirhams marocains (**MAD**). Lorsque le concurrent n'est pas installé au Maroc, son offre peut être exprimée strictement dans la(es) monnaie(s) suivante(s) :

- **MAD** : Dirhams marocains
- **EUR** : Euros
- **USD** : Dollars américains

Les offres exprimées en monnaies étrangères (EUR/USD) seront, pour les besoins d'évaluation et de comparaison, converties en Dirham. Cette conversion s'effectue sur la base du cours vendeur du dirham en vigueur, du premier jour ouvrable de la semaine précédant celle du jour d'ouverture des plis, donné par Bank Al-Maghrib.

NB : Un concurrent ne doit pas proposer plusieurs prix en monnaies différentes pour une même ligne figurant au niveau du bordereau des prix-détail estimatif. A défaut, son offre sera écartée.

ARTICLE 12 : PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS

Il est demandé aux concurrents de présenter les documents exigés, sous le **format standard A4** à l'exception des plans qui peuvent être présentés sous format A3.

Aussi, il est demandé à chaque concurrent d'accompagner chaque dossier (administratif et technique, additif, offre technique et offre financière) d'un **état des pièces** qui le constitue.

Le dossier à présenter par chaque concurrent est mis dans **un pli fermé** portant les mentions suivantes :

- Le nom, l'adresse, l'e-mail et le fax du concurrent ;
- L'objet du marché et, éventuellement, l'indication du ou des lots en cas de marché alloti;
- La date et l'heure de la séance d'ouverture des plis ;
- L'avertissement que "le pli ne doit être ouvert que par le président de la commission d'appel d'offres lors de la séance publique d'ouverture des plis".

Ce pli contient :

1. Lorsque l'offre technique n'est pas exigée, **Deux (02) enveloppes** distinctes :
 - a. **La première enveloppe** doit être fermée et porter de façon apparente la mention "**dossiers administratif et technique**", contient :
 1. Les pièces du **dossier administratif** (Article 6 § A) ;
 2. Les pièces du **dossier technique** (Article 6 § C) ;
 3. Les pièces du **dossier additif** (Article 6 § D), le cas échéant ;
 4. Le **cahier des prescriptions spéciales** (Article 6 § E).
 - b. **La deuxième enveloppe** contient l'offre financière. Elle doit être fermée et porter de façon apparente la mention "**offre financière**" ;
2. Lorsque l'offre technique est exigée, **Trois (03) enveloppes** distinctes :
 - a. **La première enveloppe** doit être fermée et porter de façon apparente la mention "**dossiers administratif et technique**", contient :
 1. Les pièces du **dossier administratif** (Article 6 § A) ;
 2. Les pièces du **dossier technique** (Article 6 § C) ;
 3. Les pièces du **dossier additif** (Article 6 § D), le cas échéant.
 4. Le **cahier des prescriptions spéciales** (Article 6 § E).
 - b. **La deuxième enveloppe** contient l'offre financière. Elle doit être fermée et porter de façon apparente la mention "**offre financière**" ;
 - c. **La troisième enveloppe** contient l'offre technique. Elle doit être fermée et porter de façon apparente la mention "**offre technique**".

Toutes les **enveloppes** visées ci-dessus doivent indiquer de manière apparente :

- Le nom et l'adresse du concurrent ;
- L'objet du marché et, le cas échéant, l'indication du ou des lots concernés ;
- La date et l'heure de la séance d'ouverture des plis.

NB : Lorsque l'appel d'offres est alloti :

- Le concurrent peut participer à un ou plusieurs lots ;
- Le concurrent doit présenter les offres techniques et financières **séparément** pour chaque lot.

A défaut, son offre sera écartée.

ARTICLE 13 : DEPOT DES OFFRES DES CONCURRENTS

1. Dépôt des échantillons, prospectus, notices ou autres documents techniques

Lorsque le dépôt d'échantillons et/ou la présentation de prospectus, notices ou autres documents techniques est exigé, conformément à l'article 34 du règlement des marchés

de l'ONDA, les concurrents doivent déposer les échantillons/documents détaillés dans les dispositions particulières (cf. chapitre 2 du présent règlement de la consultation), dans les conditions fixées au niveau de l'avis d'appel d'offres.

2. Dépôt des plis

Les plis des concurrents doivent être déposés dans les conditions fixées dans l'avis d'appel d'offres du présent dossier d'appel d'offres.

En effet et sauf stipulations différentes dans l'avis d'appel d'offres, les concurrents peuvent :

- Soit déposer contre récépissé leurs plis, sur support papier, à la cellule Interface Achats au Département des Achats situé au bâtiment de la Direction des Achats et de la Logistique (près de l'Aéroport Mohammed V-Nouasseur) ;
- Soit les envoyer, sur support papier, par courrier recommandé avec accusé de réception, à la cellule Interface Achats à l'adresse précitée ;
- Soit les transmettre par voie électronique, via le portail des marchés publics, dans les conditions fixées par l'arrêté n°20-14 du 8 kaada 1435 (04 septembre 2014) relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics.
- Soit les remettre sur support papier au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance et avant l'ouverture des plis.

Les plis déposés, transmis ou reçus postérieurement au jour et à l'heure fixés dans l'avis d'appel d'offres ne seront pas admis.

Lorsque le concurrent opte pour **la soumission par voie électronique**, toutes les pièces contenues dans chacune des enveloppes, prévues **à l'article 12** du présent règlement de consultation, doivent être regroupées dans un fichier électronique conformément aux conditions d'utilisation du portail des marchés publics.

A cet effet, lesdites pièces doivent être signées électroniquement et séparément par le concurrent ou son représentant dûment habilité, avant leur insertion dans le fichier électronique. Cette signature se fait au moyen d'un certificat électronique délivré par une autorité de certification agréée, conformément à la législation et la réglementation en vigueur.

Le dépôt des plis par voie électronique fait l'objet d'un horodatage automatique, mentionnant la date et l'heure de dépôt électronique et de l'envoi de l'accusé de réception électronique à travers le portail des marchés publics au concurrent concerné.

3. Dépôt des plis complémentaires

Le pli contenant les pièces produites, suite à la demande de la commission d'appel d'offres, par le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché, doit être selon le mode de soumission choisi par le concurrent :

- soit déposé, sur support papier, contre récépissé, dans le bureau du maître d'ouvrage indiqué dans la demande ;
- soit envoyé, sur support papier, par courrier recommandé avec accusé de réception, au bureau précité ;

- Soit **transmis**, par voie électronique, via le portail des marchés publics, dans les conditions fixées par l'arrêté n°20-14 du 8 kaada 1435 (04 septembre 2014) relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics.

Les plis déposés, transmis ou reçus postérieurement au délai fixé dans cette lettre **ne sont pas admis**.

NB : La conclusion du marché issu de la procédure de la réponse électronique aux appels d'offres est effectuée sur la base d'un dossier sous format papier.

ARTICLE 14 : RETRAIT DES OFFRES DES CONCURRENTS

Tout pli, échantillon, document technique, prospectus ou autre document déposé ou reçu peut être retiré antérieurement au jour et à l'heure fixés pour la séance d'ouverture des plis.

Le retrait du pli, sur support papier, fait l'objet d'une demande écrite et signée par le concurrent ou son représentant dûment habilité et adressée au maître d'ouvrage.

Lorsque la soumission est faite par voie électronique, le retrait du pli du concurrent s'effectue par le biais du certificat électronique cité ci-haut et les informations relatives au retrait sont enregistrées automatiquement sur le registre des dépôts des plis.

Les concurrents ayant retiré leurs plis, échantillons, documents techniques, prospectus ou autres documents peuvent les présenter de nouveau dans les conditions prévues par le présent règlement de consultation.

ARTICLE 15 : OUVERTURE DES PLIS ET EXAMEN ET EVALUATION DES OFFRES

L'ouverture des plis des concurrents présentés sur support papier et des plis transmis par voie électronique se fait simultanément durant la même séance d'ouverture des plis.

NB : La séance d'ouverture des plis des concurrents est publique. Elle se tient au lieu, au jour et à l'heure prévus par le dossier d'appel d'offres ; si ce jour est **déclaré férié ou chômé, la réunion se tient le jour ouvrable suivant à la même heure, et ce conformément à l'article 36 paragraphe 1 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur.**

Les offres des concurrents, déposées sur support papier ou transmises par voie électronique, sont examinées et évaluées dans les conditions fixées, notamment, dans articles **36, 37, 38, 39, 40, 41 et 42** du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur.

Lorsqu'il s'agit d'un appel d'offres alloti, la commission procède pour l'attribution des lots à l'ouverture, l'examen des offres de chaque lot et l'attribution des lots, lot par lot, dans l'ordre de leur énumération dans le dossier d'appel d'offres.

L'adjudication d'un lot n'est pas conditionnée par l'adjudication de l'un ou des autres lots quelle que soit leur énumération dans le dossier d'appel d'offres, sauf stipulations contraires dans les dispositions particulière du présent règlement de consultation. Par conséquent, l'ouverture des plis d'un lot peut être effectuée par la commission même si le lot précédent dans l'appel d'offres n'est pas encore adjudgé.

ARTICLE 16 : CRITERES D'ADMISSIBILITE DES CONCURRENTS ET D'ATTRIBUTION DU MARCHÉ

Les critères d'admissibilité des concurrents sont détaillés dans les dispositions particulières (chapitre 2 du présent règlement de la consultation).

ARTICLE 17 : RESULTATS DEFINITIFS DE L'APPEL D'OFFRES

Le maître d'ouvrage informe le concurrent attributaire du marché de l'acceptation de son offre par lettre recommandée avec accusé de réception ou par fax confirmé ou par tout autre moyen de communication donnant date certaine. Cette lettre est adressée dans un délai de cinq (05) jours ouvrables au maximum à compter du lendemain de la date d'achèvement des travaux de la commission.

Dans le même délai, il avise également les concurrents éliminés du rejet de leurs offres, en leur indiquant les motifs de leur éviction, par **lettre recommandée avec accusé de réception** ou par **fax confirmé** ou par **tout autre moyen de communication donnant date certaine**. Cette lettre peut être accompagnée des pièces de leurs dossiers.

Les échantillons ou prototypes, le cas échéant, ils sont restitués, après achèvement du délai de réclamation auprès du maître d'ouvrage, aux concurrents éliminés contre décharge.

ARTICLE 18 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES ET DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION

Les concurrents restent engagés par leurs offres pendant un délai de soixante-quinze (75) jours, à compter de la date de la séance d'ouverture des plis.

Ce délai peut être prorogé dans les conditions prévues aux articles 33 et 136 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur.

Toutefois, la signature du marché par l'attributaire vaut le maintien de son offre.

ARTICLE 19 : ANNULATION D'UN APPEL D'OFFRES

L'autorité compétente (ONDA) peut, sans de ce fait encourir aucune responsabilité à l'égard des concurrents et quel que soit le stade de la procédure pour la conclusion du marché, annuler l'appel d'offres. Cette annulation intervient dans les cas suivants :

1. Lorsque les données économiques ou techniques des prestations objet de l'appel d'offres ont été fondamentalement modifiées ;
2. Lorsque des circonstances exceptionnelles ne permettent pas d'assurer l'exécution normale du marché ;
3. Lorsque les offres reçues dépassent les crédits budgétaires alloués au marché ;
4. Lorsqu'un vice de procédure a été décelé ;
5. En cas de réclamation fondée d'un concurrent **sous réserve** des dispositions de l'article 152 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur;

En cas d'annulation d'un appel d'offres dans les conditions prévues ci-dessus, les concurrents ou l'attributaire du marché ne peuvent prétendre à indemnité.

ARTICLE 20 : INFORMATION, DEMANDE D'ECLAIRCISSEMENT ET RECLAMATIONS

Tout concurrent peut demander au maître d'ouvrage, **par courrier** porté avec accusé de réception, **par lettre recommandée** avec accusé de réception ou par **voie électronique** de lui fournir des éclaircissements ou renseignements concernant l'appel d'offres ou les documents y afférents, **exclusivement**, aux coordonnées suivantes :



Adresse : **Département des Achats**
Office National des Aéroports
Aéroport Mohammed V – Nouasseur



Boitepostale : BP 52, Aéroport Mohammed V – Nouasseur



E-mail : achats@onda.ma

NB : Cette demande **n'est recevable que** si elle parvient au maître d'ouvrage au moins **sept (7) jours** avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Les réclamations des concurrents doivent être formulées dans les conditions fixées par l'article 152 du règlement des marchés publics de l'ONDA.

En effet, les réclamations des concurrents doivent être introduites **à partir de la date de la publication** de l'avis d'appel à la concurrence et **au plus tard cinq (05) jours** après l'affichage du résultat du présent appel d'offres.

Toutefois, la réclamation du concurrent pour contester les motifs d'éviction, doit intervenir **à compter de la date de réception** de la lettre d'éviction et **au plus tard dans les cinq (05) jours suivants**.

CHAPITRE 2 : DISPOSITIONS PARTICULIERES

Article 1 : Objet de l'appel d'offres

Fourniture et pose de la signalisation fixe et des enseignes extérieures à l'Académie Internationale Mohammed VI de l'Aviation civile

Article 06 § C : Liste des pièces exigées pour le dossier technique

✓ **Pour les concurrents résidents au Maroc :**

il est exigé aux concurrents, la production de la copie certifiée conforme du certificat de qualification et de classification dans le secteur, classe et qualification suivant :

Secteur	Qualification	Classe
X	X 2 et X 3	1

✓ **Pour les concurrents non-résidents au Maroc dispensés du certificat de qualification et de classification :**

C1. Une note indiquant **les moyens humains et techniques** du concurrent et mentionnant éventuellement,

- La date,
- Le lieu,
- La nature et l'importance des prestations à l'exécution desquelles le concurrent a participé et la qualité de sa participation.

C2. **Au moins deux attestations de référence originales** ou leurs copies certifiées conformes à l'original délivrées par les maîtres d'ouvrage publics ou privés ou par les hommes de l'art sous la direction desquels le concurrent a exécuté des prestations d'importance et de complexité similaires à l'objet du présent appel d'offres. Chaque attestation précise notamment :

- La nature des prestations ;
- Leur montant ;
- Le nom et la qualité du signataire et son appréciation.
- L'année de réalisation (**Durant les cinq dernières années**) ;

Article 06 § D : Liste des pièces exigées pour le dossier additif

Aucun dossier additif n'est exigé

Article 08 : Liste des pièces exigées pour l'offre technique

- Les moyens humains clés à affecter directement à la réalisation des travaux, organigramme, curriculum vitae du personnel clé, notamment un chef de projet expérimenté ayant une expérience minimale de 5 ans dans la réalisation des projets similaires ;
- Fiche technique du fabricant du matériel et produits utilisés (aluminium extrudé, équipements électriques, Polymethyl methacrylate (PMMA) ...) ;
- Le Planning d'exécution des travaux ;
- DVD-ROM contenant la version numérisée de l'offre technique.

Article 16 : Critères d'admissibilité des concurrents et d'attribution du marché

Le seul critère d'attribution, après admission, est l'**offre moins-disante**.

ANNEXE I : MODELE DE DECLARATION SUR L'HONNEUR

Déclaration sur l'honneur

- Référence de l'appel d'offres : **181/19/AOO**
- Mode de passation : **Appel d'offres Ouvert**
- Objet du marché : **Fourniture et pose de la signalisation fixe et des enseignes extérieures à l'Académie Internationale Mohammed VI de l'Aviation civile**

A – Si le concurrent est une personne physique

Je, soussigné :(prénom, nom et qualité)
 Numéro de tél.....numéro du fax.....adresse électronique.....

Agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte,

- Adresse du domicile élu :
- Affilié à la CNSS sous le n° : (1)
- Inscrit au registre du commerce de.....(localité) sous le n° (1)
- N° de patente..... (1)
- N° du compte courant postal/bancaire ou à la TGR.....(RIB)

B - Si le concurrent est une personnes morale

Je, soussigné(prénom, nom et qualité au sein de l'entreprise)
 numéro de tél.....numéro du fax.....adresse électronique.....

- Agissant au nom et pour le compte de..... (raison sociale et forme juridique de la société) au capital de :
- Adresse du siège social de la société :
- Adresse du domicile élu.....
- Affiliée à la CNSS sous le n°.....(1)
- Inscrite au registre du commerce.....localité) sous le n°.....(1)
- N° de patente.....(1)
- N° du compte courant postal-bancaire ou à la TGR.....(RIB)

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés déclare sur l'honneur :

- 1) M'engager à couvrir, dans les limites fixées dans le cahier des charges, par une police d'assurance, les risques découlant de mon activité professionnelle ;
- 2) Que je remplit les conditions prévues à l'article 24 du règlement des marchés publics de l'ONDA ;
- 3) Étant en redressement judiciaire j'atteste que je suis autorisé par l'autorité judiciaire compétente à poursuivre l'exercice de mon activité (2) ;
- 4) M'engager, si j'envisage de recourir à la sous-traitance :
 - a) A m'assurer que les sous-traitants remplissent également les conditions prévues par l'article 24 du règlement des marchés publics de l'ONDA ;
 - b) Que celle-ci ne peut dépasser 50 % du montant du marché, ni porter sur les prestations constituant le lot ou le corps d'état principal prévues dans le cahier des prescriptions spéciales, ni sur celles que le maître d'ouvrage a prévu dans ledit cahier ;
- 5) M'engager à ne pas recourir par moi-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption de personnes qui interviennent à quelque titre que ce soit dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du présent marché.

- 6) M'engager à ne pas faire, par moi-même ou par personnes interposées, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion du présent marché.
- 7) Attester que je ne suis pas en situation de conflit d'intérêt tel que prévu à l'article 151 du règlement des marchés publics de l'ONDA.
- 8) Certifier l'exactitude des renseignements contenus dans la présente déclaration sur l'honneur et dans les pièces fournies dans mon dossier de candidature.
- 9) Reconnaître avoir pris connaissance des sanctions prévues par l'article 142 du règlement des marchés publics de l'ONDA, relatives à l'inexactitude de la déclaration sur l'honneur.

Fait à.....le.....

Signature et cachet du concurrent

(1) pour les concurrents non installés au Maroc, préciser la référence aux documents équivalents lorsque ces documents ne sont pas délivrés par leur pays d'origine ou de provenance.

(2) à supprimer le cas échéant.

NB : Pour les groupements, chaque membre du groupement doit présenter sa propre déclaration sur l'honneur.

ANNEXE II : MODELE CAUTION PERSONNELLE ET SOLIDAIRE

Constitution d'une caution personnelle et solidaire au titre du cautionnement provisoire

Nous soussignés, (**nom de la banque, raison sociale, domicile, tél et fax du siège social et de l'agence**), ayant décision d'agrément délivrée par le Ministre de l'Economie et des Finances **sous n°**en date du.....,

Représentée par : **[Nom(s), prénom(s) et qualité(s)]**

(Ci-après le « **Banque** ») Déclarons par le présent acte nous porter caution personnelle et solidaire sur ordre et pour :

- La société.....(Dénomination de la société) **(1)**
- La société.....(Dénomination de la société), **pour sa partie dans le groupement (1)**
- La société.....(Dénomination de la société) **pour le compte du Groupement de sociétés.....**(Dénominations des sociétés membres du groupement) **(1)**
- Le Groupement(Dénominations des sociétés membres du groupement) **(1)**
- Monsieur/Madame.....(Nom & Prénom de la **personne physique**) **(1)**

(Ci-après le « **Soumissionnaire** ») pour le montant du cautionnement provisoire de (Montant en chiffres et en lettres), auquel est assujéti le soumissionnaire au profit de l'Office National Des Aéroports (ONDA) (Ci-après le « **Bénéficiaire** ») dans le cadre de l'appel d'offres ouvert n° 181/19/AOO relatif à « Fourniture et pose de la signalisation fixe et des enseignes extérieures à l'Académie Internationale Mohammed VI de l'Aviation civile »(Ajouter le numéro et objet du lot, le cas échéant).

Nous nous engageons, par la présente, de façon inconditionnelle et irrévocable en qualité de Garant (la banque), à payer sans délai au Bénéficiaire, à sa première demande et sans s'opposer au paiement pour quelque motif que ce soit, toute somme que celui-ci pourrait réclamer au Débiteur à concurrence du montant sus-indiqué.

[En cas de défaillance d'un membre du Groupement, le montant dudit cautionnement reste acquis à l'ONDA abstraction faite du membre défaillant dudit Groupement] **(2).**

La présente garantie est régie par le droit marocain et tous litiges relatifs à l'existence, la validité, l'interprétation ou l'exécution de la présente garantie seront soumis aux tribunaux compétents dans le ressort territorial de Casablanca (Maroc).

Fait à(ville)

le,.....(jj/mm/aaaa)

(1) Supprimer les paragraphes inutiles ;

(2) Mention à préciser obligatoirement en cas de groupement b), c) et d) ci-haut.

NB : Le cautionnement ne doit pas être limité dans le temps, ni comporter d'autres conditions et/ou réserves de la part de la banque ou du soumissionnaire. A défaut, l'offre sera écartée.

ANNEXE III : MODELE D'ACTE D'ENGAGEMENT

Acte d'engagement

Appel d'offres ouvert sur offres des prix n° 181/19/AOO du **mercredi 13 novembre 2019**

A - Partie réservée à l'ONDA

Objet du marché : **Fourniture et pose de la signalisation fixe et des enseignes extérieures à l'Académie Internationale Mohammed VI de l'Aviation civile**, passé en application des dispositions de l'alinéa 2, paragraphe 1 de l'article 16 et de l'alinéa 3, paragraphe 3 de l'article 17 du règlement relatif aux marchés publics de l'Office National des Aéroports en vigueur.

B - Partie réservée au concurrent

a) Si le concurrent est une personne physique

Je, soussigné :(prénom, nom et qualité)

Numéro de tél.....numéro du fax.....adresse électronique.....

Agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte,

- Adresse du domicile élu :
- Affilié à la CNSS sous le n° : (2)
- Inscrit au registre du commerce de.....(localité) sous le n° (2)
- N° de patente..... (2)

b) Si le concurrent est une personne morale

Je, soussigné(prénom, nom et qualité au sein de l'entreprise)

numéro de tél.....numéro du fax.....adresse électronique.....

- Agissant au nom et pour le compte de..... (raison sociale et forme juridique de la société) au capital de :
- Adresse du siège social de la société :
- Adresse du domicile élu.....
- Affiliée à la CNSS sous le n°.....(2)
- Inscrite au registre du commerce.....localité) sous le n°.....(2)
- N° de patente.....(2) (3)

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :

Après avoir pris connaissance du dossier de consultation concernant les prestations précisées en objet de la partie A ci-dessus ;

Après avoir apprécié à mon point de vue et sous ma responsabilité la nature et les difficultés que comportent ces prestations :

- Remets, revêtu (s) de ma signature un bordereau de prix, un détail estimatif et/ou la décomposition du montant global) établi (s) conformément aux modèles figurant au dossier de consultation ;
- M'engage à exécuter lesdites prestations conformément au cahier des prescriptions spéciales et moyennant les prix que j'ai établis moi-même, lesquels font ressortir :
 - Montant hors T.V.A Y COMPRIS DROITS DE DOUANES: (en chiffres et en lettres) ;
 - Taux de la T.V.A. : **20%** ;
 - Montant de la T.V.A. : (en chiffres et en lettres) ;

- Montant T.V.A. comprise :..... (en chiffres et en lettres).

L'Office National des Aéroports se libérera des sommes dues par lui en faisant donner crédit au compte (À la trésorerie générale, bancaire, ou postal) ouvert à mon nom (ou au nom de la société) à (Localité), sous relevé d'identification bancaire (RIB) numéro

**Fait à.....le.....
(Signature et cachet du concurrent)**

- 1) Lorsqu'il s'agit d'un groupement, ses membres doivent :
 - a) Mettre : «Nous, soussignés..... nous obligeons conjointement/ou solidairement (choisir la mention adéquate et ajouter au reste de l'acte d'engagement les rectifications grammaticales correspondantes) ;
 - b) Ajouter l'alinéa suivant : « désignons..... (prénoms, noms et qualité) en tant que mandataire du groupement ».
 - c) **Préciser la ou les parties** des prestations que chacun des membres du groupement s'engage à réaliser **pour le groupement conjoint** et éventuellement pour le groupement solidaire (optionnel).
- 2) Pour les concurrents non installés au Maroc, préciser la référence des documents équivalents et lorsque ces documents ne sont pas délivrés par leur pays d'origine, la référence à la déclaration délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits.
Ces mentions ne concernent que les personnes assujetties à cette obligation.

ANNEXE IV : MODELE BORDEREAU DES PRIX – DETAIL ESTIMATIF (BDP-DE)**AO N° : 181/19/AOO****Objet : Fourniture et pose de la signalisation fixe et des enseignes extérieures à l'Académie Internationale Mohammed VI de l'Aviation civile**

Prix	Désignation des prestations	Unité de mesure	QTE	PU HORS TVA EN CHIFFRES (*)	PT HORS TVA EN CHIFFRES
1	STELE D'ORIENTATION GRANDES DIMENSIONS	U	1		
2	STELE D'ORIENTATION MOYENNES DIMENSIONS	U	4		
3	CAISSONS EN APPLIQUE « CENTRE DE CONFERENCE »	U	1		
4	CAISSONS EN APPLIQUE « POLE D'ENSEIGNEMENT »	U	1		
5	CAISSONS EN APPLIQUE « HEBERGEMENT VISITEURS »	U	1		
6	CAISSONS EN APPLIQUE « CANTINE »	U	1		
7	CAISSONS EN APPLIQUE « RESIDENCE ESTUDIANTE »	U	1		
8	CAISSONS EN APPLIQUE « CENTRE AVSEC »	U	1		
9	CAISSONS EN APPLIQUE « ADMINISTRATION »	U	1		
10	CAISSONS EN APPLIQUE « SIMULATEURS »	U	1		
11	CAISSONS EN APPLIQUE « LABORATOIRES »	U	1		
12	PANNEAU SUR PIED NON LUMINEUX DIMENSIONS 2,00*0,60 M	U	8		
13	TOTEM SIGNALRTIQUE D'INTERIEUR MULTI NIVEAUX NON LUMINEUX	U	4		
14	CAISSON EN APPLIQUE INTERIEUR DIMENSION MOYENNE VARIABLE	U	50		
15	CAISSON SUSPENDU DOUBLE FACE DIMENSIONS 1,20*0,45 M	U	25		
16	CAISSON EN DRAPEAU DOUBLE FACE DIMENSIONS 0.60*0,45 M	U	15		
17	PANNEAUX NON LUMINEUX D'IDENTIFICATION DES SALLES DIMENSION MOYENNE VARIABLE	U	10		
18	PLAQUE DE PORTE	U	160		
19	PLAQUE PLAN D'EVACUATION D'URGENCE	U	20		
20	PLAQUE DE SORTIE DE SECOURS SUSPENDUE	U	10		
21	PLAQUE DE PICTOGRAMME EXTINCTEUR	U	60		

22	PLAQUE RIA	U	20		
23	NUMEROTATION DES PORTES EN PVC ADHESIF POUR INTERIEUR	U	115		
24	ENSEIGNE ENTREE PRINCIPALE SIMPLE FACE FIXATION EN APPLIQUE SUR UN MURET	E	1		
25	ENSEIGNE SUR LA FACADE COTE ROUTE PRINCIPALE /ARABE	E	1		
26	ENSEIGNE SUR LA FACADE COTE ROUTE PRINCIPALE /FRANCAIS	E	1		
TOTAL HORS TVA Y COMPRIS DROITS DE DOUANES (A)					
DONT MONTANT DROITS DE DOUANE					
TVA 20% (B)					
TOTAL TVA COMPRISE (A+B)					

(*) Le concurrent doit préciser le libellé de la monnaie conformément au règlement de la consultation.

ROYAUME DU MAROC
OFFICE NATIONAL DES AEROPORTS



CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

Appel d'offres ouvert N° 181/19/AOO

**Fourniture et pose de la signalisation fixe et
des enseignes extérieures à l'Académie
Internationale Mohammed VI de l'Aviation
civile**

TABLE DES MATIERES

CHAPITRE 1 : CLAUSES ADMINISTRATIVES	5
ARTICLE 01 : OBJET DU MARCHÉ	5
ARTICLE 02 : MODE DE PASSATION DU MARCHÉ	5
ARTICLE 03 : PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	5
ARTICLE 04 : CONNAISSANCE DU DOSSIER	5
ARTICLE 05 : RÉFÉRENCES AUX TEXTES GÉNÉRAUX	5
ARTICLE 06 : RESILIATION	6
ARTICLE 07 : DOMICILE DU PRESTATAIRE	6
ARTICLE 08 : RÈGLEMENT DES CONTESTATIONS	6
ARTICLE 09 : CAS DE FORCE MAJEURE	6
ARTICLE 10 : ENTRÉE EN VIGUEUR ET APPROBATION	6
ARTICLE 11 : NANTISSEMENT	6
ARTICLE 12 : DROIT APPLICABLE	7
ARTICLE 13 : DROITS ET TAXES	7
CHAPITRE 2 : CLAUSES TECHNIQUES	8
ARTICLE 14 : MAÎTRE D'ŒUVRE	8
ARTICLE 15 : CONTRÔLE ET VÉRIFICATION	8
ARTICLE 16 : BREVETS	8
ARTICLE 17 : NORMES	8
ARTICLE 18 : GARANTIE PARTICULIÈRE	8
ARTICLE 19 : AGREMENT DU PERSONNEL EMPLOYÉ À L'AIAC.	9
ARTICLE 20 : SUJÉTIONS RESULTANT DE L'EXECUTION SIMULTANÉE DE TRAVAUX INTERESSANT LES DIFFÉRENTS CORPS D'ÉTAT ET ENTREPRENEUR VOISINS	9
ARTICLE 21 : DÉLAI D'EXECUTION	9
ARTICLE 22 : PÉNALITÉS POUR RETARD	9
ARTICLE 23 : RÉCEPTION PROVISOIRE	10
ARTICLE 24 : DÉLAI DE GARANTIE	10
ARTICLE 25 : RÉCEPTION DÉFINITIVE	10
ARTICLE 26 : CAUTIONNEMENT DÉFINITIF – RETENUE DE GARANTIE	10
ARTICLE 27 : MODE DE PAIEMENT	10
ARTICLE 28 : PLANS D'EXECUTION	11
ARTICLE 29 : DESCRIPTION DES PRESTATIONS :	11
ARTICLE 30 : CARACTÉRISTIQUES TECHNIQUES :	13
ARTICLE 31 : MODALITÉ D'EXECUTION	20
ARTICLE 32 : CERTIFICATS	21
ARTICLE 33 : RÉCEPTION DU CHANTIER	21
ARTICLE 34 : NATURE DES PRESTATIONS ET RÉVISION DES PRIX	21
ARTICLE 35 : PRÉSENCE DE L'ENTREPRENEUR SUR LES LIEUX DES PRESTATIONS	21

ARTICLE 36 : ORGANISATION ET POLICE DE CHANTIER	21
ARTICLE 37 : DEFINITION DES PRIX	22

ENTRE :

L'OFFICE NATIONAL DES AEROPORTS, désigné ci-après, par le sigle « O.N.D.A », représenté par son Directeur Général, faisant élection de domicile à l'Aéroport Mohammed V - Nouasseur.

d'une part

ET :

(Titulaire)

Faisant élection de domicile à

Inscrite au Registre de Commerce de

sous le n°

Affiliée à la CNSS sous le n°

Représentée par _____ en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés,

D'autre part,

CHAPITRE 1 : CLAUSES ADMINISTRATIVES

ARTICLE 01 : OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet : **Fourniture et pose de la signalisation fixe et des enseignes extérieures à l'Académie Internationale Mohammed VI de l'Aviation civile**, tel que décrits dans le Chapitre 2 (clauses techniques) du présent Cahier des Prescriptions Spéciales et les plans guides ci-joints.

ARTICLE 02 : MODE DE PASSATION DU MARCHÉ

Le présent marché est passé en application des dispositions de **l'alinéa 2, paragraphe 1 de l'article 16 et de l'alinéa 3, paragraphe 3 de l'article 17** du règlement relatif aux marchés publics de l'Office National des Aéroports en vigueur.

ARTICLE 03 : PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du présent marché sont :

- 1) L'acte d'engagement ;
- 2) Le présent cahier des prescriptions spéciales (CPS) ;
- 3) Le Bordereau Des Prix – Détail Estimatif : (BDP-DE) ;
- 4) Les pièces constitutives de l'offre technique ;
- 5) Les plans guides ;
- 6) Le CCAG-T ;

ARTICLE 04 : CONNAISSANCE DU DOSSIER

Les spécifications et les prescriptions techniques relatives aux prestations à réaliser sont contenues dans le présent marché, l'entrepreneur déclare :

- Avoir pris pleine connaissance de l'ensemble des prestations ;
- Avoir fait préciser tous points susceptibles de contestations ;
- Avoir fait tous calculs et sous détails ;
- N'avoir rien laissé au hasard pour déterminer le prix de chaque nature de prestations présentées par elle et pouvant donner lieu à discussion.
- Avoir apprécié toutes les difficultés qui pourraient se présenter lors de l'exécution des prestations objet du présent marché et pour lesquelles aucune réclamation ne sera prise en considération.

ARTICLE 05 : REFERENCES AUX TEXTES GENERAUX

Le présent marché est soumis aux prescriptions relatives aux marchés publics notamment celles définies par :

- Le règlement relatif aux marchés publics de l'Office National des Aéroports approuvé le 09 Juillet 2014 et la décision de son amendement réf 01/RM/2015 du 02 avril 2015 ;
- Le décret N° 2-14-394 du 6 Chaabane 1437 (13 Mai 2016) approuvant le cahier des clauses administratives générales, applicables aux marchés de travaux exécutés pour le compte de l'Etat ;
- Tous les textes législatifs et réglementaires concernant l'emploi et les salaires de la main d'œuvre ;

➤ Les lois et règlements en vigueur au Maroc à la date de la signature du présent marché.

Bien que non jointes au présent CPS, le titulaire est réputé connaître tous textes ou documents techniques applicables au présent marché. Le titulaire ne peut se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance de ces textes et, d'une manière générale, de toute la réglementation intéressant les prestations en question.

ARTICLE 06 : RESILIATION

Dans le cas où le titulaire aurait une activité insuffisante ou en cas de la non-exécution des clauses du présent marché, l'Office National Des Aéroports le mettrait en demeure de satisfaire à ses obligations, si la cause qui a provoqué la mise en demeure subsiste, le marché pourra être résilié sans aucune indemnité sous peine d'appliquer les mesures coercitives prévues par les articles 79 et 80 du CCAG-T.

L'ONDA se réserve le droit de résilier le marché dans le cas de modifications importantes ne pouvant être prises en charge dans le cadre du présent marché conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 07 : DOMICILE DU PRESTATAIRE

Le prestataire doit élire son domicile dans les conditions fixées par l'article 20 du CCAG-T.

ARTICLE 08 : REGLEMENT DES CONTESTATIONS

Tout litige entre l'Office National Des Aéroports et le prestataire sera soumis aux tribunaux de Casablanca, Maroc, statuant en matière administrative.

ARTICLE 09 : CAS DE FORCE MAJEURE

En cas de survenance d'un événement de force majeure, les dispositions applicables sont celles définies par l'article 47 du C.C.A.G.T.

ARTICLE 10 : ENTREE EN VIGUEUR ET APPROBATION

L'entrée en vigueur du présent marché interviendra après son approbation par l'autorité compétente, le visa du Contrôleur d'Etat si le visa est requis et la notification au titulaire.

ARTICLE 11 : NANTISSEMENT

En cas de nantissement, les dispositions applicables sont celles prévues par la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics promulguée par le Dahir n°1-15-05 du 29 rabii II 1436 (19 février 2015).

En vue de l'établissement de l'acte de nantissement, l'ONDA remet au titulaire du marché, sur demande et sans frais, une copie du marché portant la mention « EXEMPLAIRE UNIQUE » dûment signée et indiquant que ladite copie est délivrée en unique exemplaire destiné à former titre pour le nantissement du marché, et ce conformément aux dispositions de l'article 4 de la loi n°112-13 susmentionnée.

Le responsable habilité à fournir au titulaire du marché ainsi qu'au bénéficiaire du nantissement ou de subrogation les renseignements et les états prévus à l'article 8 de la loi n° 112-13 est le Directeur Général de l'ONDA.

Le Directeur Général de l'ONDA et le Trésorier Payeur de l'ONDA sont seuls habilités à effectuer les paiements au nom de l'ONDA entre les mains du bénéficiaire du nantissement ou de la subrogation, conformément à la législation et à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 12 : DROIT APPLICABLE

Le marché sera interprété conformément au droit Marocain.

ARTICLE 13 : DROITS ET TAXES

Les prix du présent marché s'entendent Toutes Taxes Comprises Delivered Duty Paid (TTC DDP).

Le prestataire (Entrepreneur, fournisseur ou prestataire de service) est réputé avoir parfaitement pris connaissance de la législation fiscale en vigueur au Maroc. Par conséquent, il supportera, par défaut, tous les impôts et taxes dont il est redevable au Maroc, y compris la TVA, tous droits de douane, de port ou autres.

A la demande du prestataire et à sa place, l'ONDA **peut payer**, le cas échéant, **directement et seulement** les impôts et taxes à l'importation y compris droits et accessoires de douane et la TVA à l'importation **figurant sur la fiche de liquidation émise par les services de la douane, hors** les frais de la logistique (Transitaire, emmagasinage et surestaries le cas échéant) qui restent à la charge du prestataire y compris la gestion de la logistique d'importation.

Dans le cas où le Cahier des Prescriptions Spéciales prévoit le paiement par lettre de crédit et le prestataire opterait pour ce mode de paiement, le montant des droits et taxes en question sera déduit du montant du CREDOC.

Si l'ONDA paierait des frais supplémentaires, pour quelle que raison que ce soit, à cause d'un motif imputable au fournisseur, l'ONDA déduira d'office lesdits frais des sommes dues au fournisseur.

Aussi, en cas de déclaration douanière faisant ressortir des montants supérieurs à ceux indiqués au présent Marché, le supplément de droits et taxes de douane résultant de cette différence de déclaration sera à la charge du Fournisseur.

En cas d'augmentation des sommes à valoir pour la couverture des droits de douane et taxes à l'importation, l'ONDA prendra les engagements complémentaires nécessaires pour couvrir lesdites sommes, conformément à la réglementation en vigueur.

Les **prestations de service** réalisées pour le compte de l'ONDA par une entreprise non résidente sont soumises à l'impôt sur les sociétés au taux de **10%** de ces prestations. Cet impôt est prélevé du montant desdites prestations sous forme de retenue à la source. **Une copie de l'attestation du versement** de cet impôt sera remise au prestataire, à sa demande. Pour les entreprises originaires de pays ayant signé avec le Maroc une convention destinée à éviter les doubles impositions, la retenue à la source est déductible des impôts dus dans leur pays d'origine. »

CHAPITRE 2 : CLAUSES TECHNIQUES

N.B : Les éventuels marques commerciales, références au catalogue, appellations, brevets, conception, types, origines ou producteurs particuliers mentionnés dans les clauses techniques sont données à titre indicatif. Le cas échéant, le prestataire peut les substituer par toute autre proposition ayant des caractéristiques équivalentes et qui présentent une performance et qualité égales ou supérieures à celles qui sont exigées.

ARTICLE 14 : MAITRE D'ŒUVRE

Le maître d'œuvre du présent marché est la **Direction de l'Académie Internationale Mohammed VI de l'Aviation Civile**.

ARTICLE 15 : CONTROLE ET VERIFICATION

L'ONDA aura le droit de contrôler et/ou d'essayer les fournitures pour s'assurer qu'elles sont bien conformes au marché. L'ONDA notifiera par écrit au fournisseur l'identité de ses représentants à ces fins.

Si l'une quelconque des fournitures contrôlées ou essayées se révèle non conforme aux spécifications, l'ONDA la refuse ; le fournisseur devra alors remplacer les fournitures refusées sans aucun frais supplémentaire pour l'ONDA.

Le droit de l'ONDA de vérifier, d'essayer et, lorsque cela est nécessaire, de refuser les fournitures ne sera en aucun cas limité, et l'ONDA n'y renoncera aucunement du fait que lui-même ou son représentant les aura antérieurement inspectées, essayées et acceptées.

Rien de ce qui est stipulé dans cet article ne libère le fournisseur de toute obligation de garantie ou autre, à laquelle il est tenu au titre du présent marché.

ARTICLE 16 : BREVETS

Le prestataire garantira l'ONDA contre toute réclamation des tiers relative à la contrefaçon ou à l'exploitation non autorisée d'une marque commerciale ou de droit de création industrielle résultant de l'emploi des fournitures ou d'un de leurs éléments.

ARTICLE 17 : NORMES

Les fournitures livrées en exécution du présent marché seront conformes aux normes fixées aux prescriptions et spécifications techniques du présent marché.

ARTICLE 18 : GARANTIE PARTICULIERE

Le prestataire garantit que toutes les fournitures livrées en exécution du marché sont neuves, n'ont jamais été utilisées, sont du modèle le plus récent en service et incluent toutes les dernières améliorations en matière de conception et de matériaux, sauf si le marché en a disposé autrement. Le fournisseur garantit en outre que les fournitures livrées en exécution du marché n'auront aucune défectuosité due à leur conception, aux matériaux utilisés ou à leur mise en œuvre (sauf dans la mesure où la conception ou le matériau est requis par les spécifications de l'ONDA) ou à tout acte ou omission du fournisseur, survenant pendant l'utilisation normale des fournitures livrées dans les conditions prévalant dans le pays de destination finale.

L'ONDA notifiera au fournisseur par écrit toute réclamation faisant jouer cette garantie.

À la réception d'une telle notification, le fournisseur, remplacera les fournitures non conformes sans frais pour l'ONDA.

Si le prestataire, après notification, manque à se conformer à la notification de l'ONDA, dans un délai de 72 heures au maximum ce dernier applique les mesures coercitives nécessaires, aux risques et frais du fournisseur et sans préjudice de tout autre recours de l'ONDA contre le fournisseur en application des clauses du marché.

ARTICLE 19 : AGREMENT DU PERSONNEL EMPLOYE A L'AIAC.

Le prestataire sera tenu de respecter les règles de protection du secret et d'exécuter les avis.

Dix jours (10 j) calendaires à dater du lendemain de la notification de l'ordre de service prescrivant de commencer les prestations et avant tout commencement, il devra remettre au service de sécurité de l'AIAC, par l'intermédiaire de l'ONDA, les demandes d'enquêtes réglementaires pour son personnel de direction et la liste du personnel pour contrôle.

En outre, Le prestataire est personnellement responsable de la conservation des plans, croquis d'exécution et documents divers qui lui seront remis par l'**Office National Des Aéroports**, en vue de l'exécution des prestations ou pour toutes autres causes.

Le prestataire devra conserver le secret absolu non seulement sur l'ensemble des documents qui lui seront communiqués, mais aussi sur les faits ou renseignements, qui seraient occasionnellement portés à sa connaissance en raison de l'exécution des prestations.

ARTICLE 20 : SUJETIONS RESULTANT DE L'EXECUTION SIMULTANEE DE TRAVAUX INTERESSANT LES DIFFERENTS CORPS D'ETAT ET ENTREPRENEUR VOISINS

Le prestataire ne pourra présenter aucune réclamation en raison de l'exécution simultanée de travaux par d'autres corps d'Etat ou de gênes éventuelles qui pourraient en résulter pour ses propres prestations.

Il devra au contraire, faciliter, dans toute la mesure du possible, la tâche aux autres entreprises et faire tous ses efforts dans le sens d'une bonne coordination de l'ensemble des corps d'état.

Le prestataire ne pourra pas non plus présenter de réclamation pour les sujétions qui pourraient lui être imposées par l'exécution simultanée d'autres travaux.

ARTICLE 21 : DELAI D'EXECUTION

Le délai d'exécution du présent marché est fixé à **quatre (04) mois** à compter de la date de l'ordre de service prescrivant le commencement des prestations.

ARTICLE 22 : PENALITES POUR RETARD

A défaut par l'Entrepreneur d'avoir exécuté à temps le marché ou d'avoir respecté tout planning ou délai prévu par le présent marché, par jour de retard, il lui sera appliqué sans préjudice de l'application des mesures prévues par les articles 79 et 80 du CCAGT, une pénalité de **cinq pour mille (5 ‰)** du montant initial du marché, éventuellement majoré par les montants correspondants aux travaux supplémentaires et à l'augmentation dans la masse des travaux.

1-En cas de retard dans l'exécution des travaux : Par application de l'article 65 du CCAGT la pénalité est plafonnée à huit pour Cent (8 %) du montant du marché, éventuellement majoré par les montants correspondants aux travaux supplémentaires et à l'augmentation dans la masse des travaux ; au-delà de ce plafond, l'O.N.D.A. se réserve le droit de procéder à la résiliation du marché sans préjudice des mesures coercitives prévues par les articles 79 et 80 du CCAGT.

2-En cas de retard dans la remise des documents ou rapports : Par application de l'article 66 du CCAGT la pénalité est plafonnée à deux pour Cent (2 %) du montant du marché, éventuellement majoré par les montants correspondants aux travaux supplémentaires et à l'augmentation dans la masse des travaux.

Les sommes concernant les pénalités seront déduites des décomptes de l'entreprise sans qu'il ne soit nécessaire d'une mise en demeure préalable.

ARTICLE 23 : RECEPTION PROVISoire

La réception provisoire des prestations sera effectuée par les responsables de l'ONDA, conformément aux dispositions définies par l'article 73 du C.C.A.G.T.

ARTICLE 24 : DELAI DE GARANTIE

Le délai de garantie est fixé à **douze (12) mois**. Durant la période de garantie, le prestataire est soumis aux dispositions arrêtées par l'article 75 du C.C.A.G.T

ARTICLE 25 : RECEPTION DEFINITIVE

La réception définitive des fournitures sera prononcée **douze (12) mois** après la date du procès-verbal de la réception provisoire conformément aux dispositions de l'article 76 du CCAGT.

ARTICLE 26 : CAUTIONNEMENT DEFINITIF – RETENUE DE GARANTIE

a) Cautionnement : Le cautionnement définitif est fixé à Trois pour cent (3%) du montant initial du marché arrondi au dirham supérieur conformément aux dispositions de l'article 15 du C.C.A.G.T

b) Retenue de garantie : Les Dispositions relatives à la retenue de garantie telles que définies aux articles 16 et 64 du C.C.A.G.T sont seules applicables.

Toutes les cautions présentées sous forme de cautions personnelles et solidaires doivent être émises par un organisme marocain agréé.

ARTICLE 27 : MODE DE PAIEMENT

L'ONDA se libérera des sommes dues en exécution du présent marché en faisant donner crédit au compte ouvert au nom du prestataire indiqué sur l'acte d'engagement.

Les réceptions et paiements partiels sont autorisés.

Les paiements seront effectués par virement bancaire ou par une lettre de crédit irrévocable et confirmée par la banque du fournisseur.

Si le prestataire opte pour le paiement par lettre de crédit, tous les frais et accessoires relatifs à l'ouverture de la lettre de crédit sont à la charge du fournisseur.

Lorsque le règlement n'est pas prévu par lettre de crédit, le paiement des sommes dues est effectué dans un délai maximum de quatre-vingt-dix jours (90) à compter de la date de réception des prestations demandées sur présentation de factures en cinq exemplaires.

ARTICLE 28 : PLANS D'EXECUTION

Les études d'exécution avec plans et détails de tous les éléments de la signalisation et des enseignes extérieures sont à la charge du prestataire. Ces études doivent définir la structure et le mode de fixation et de raccordement de chaque élément de la signalisation et des enseignes extérieures en tenant compte des différentes charges et contraintes.

ARTICLE 29 : DESCRIPTION DES PRESTATIONS :

Le présent marché comprendra les missions suivantes :

1) Signalétique intérieure :**a/ Réalisation graphique :**

La présente consultation comprend la réalisation des plans d'exécution en reprenant les éléments fournis par le maître d'ouvrage et en se conformant au :

- Les plans de principe des supports de signalétique
- La palette des couleurs définie par le maître d'ouvrage

Le choix des emplacements définitifs et le contenu des textes doit se faire après un ultime repérage sur site afin d'arrêter le dimensionnement des panneaux. Le dossier d'exécution doit être validé par le maître d'ouvrage avant toute mise en fabrication.

b/ Fabrication et pose de la signalétique :**➤ Fabrication :**

- Découpe et mise en forme des pièces composant les différents éléments de la signalétique
- Marquage sur les panneaux, des décors, des textes et des visuels après validation.
- Traitement des matériaux afin de garantir leur résistance contre les dégradations pouvant être générées par les insectes, les champignons, les événements climatiques et les rayonnements solaires.
- Fourniture de la serrurerie et de la visserie nécessaires à l'assemblage des différentes pièces métalliques. La visserie se verra d'être inviolable après la pose.

Les pièces métalliques seront traitées contre l'oxydation et la corrosion.

➤ Livraison de la signalétique :

- conditionnement des éléments pour le transport : doivent être emballés, envelopper pour assurer une protection contre tous les dommages. Le prestataire doit fournir des renseignements d'identification clairs et lisibles sur tous les emballages du produit afin d'assurer une identification et une installation appropriées sur place.
- acheminement et livraison sur place

➤ Assemblage et installation sur le terrain :

- La réalisation des notes de calcul relatives aux supports de signalétique et aux massifs de pose
- L'amenée et repli des engins ainsi que des outils nécessaires à l'assemblage, au calage et à la fixation des structures au niveau des emplacements désignés par le Maître d'Ouvrage.
- La mise en place de protections et de panneaux d'information destinés à empêcher l'accès du public pendant le chantier

2) Signalétique Extérieure :

- La mise en œuvre, dans les règles de l'art, des opérations de terrassement et de génie civil nécessaires à l'installation des enseignes extérieures.
- Les massifs bétons nécessaires à la fixation des supports de signalétiques extérieures sont à la charge du titulaire.
- Le montage et pose des enseignes.
- La remise en état des sols à leur état initial (en gazonnage obligatoire dans le cas d'un massif à recouvrir de terre végétale).
- La reconstitution de canalisation en général ou des fourreaux et câblages qui pourraient se trouver dans l'emprise des massifs, ou qui auraient été détériorés lors de l'exécution des fouilles.

Les prestations (fourniture, pose) du présent marché s'entendent complètement achevées, y compris dans les moindres détails. Elles respecteront les dispositions imposées par le maître d'ouvrage et seront conformes à toutes les règles professionnelles en cette matière.

Les prestations (fourniture, pose) dues par le titulaire pourront comprendre notamment :

- Les études techniques, notes de calculs, dessins de fabrication et d'exécution,
- L'établissement des documents d'exécution et des plans de fabrication et d'atelier à valider par le maître d'ouvrage avant l'exécution des ouvrages.
- La fabrication en atelier des ouvrages, le transport à pied d'œuvre des dispositifs de signalétique, quels que soient les moyens employés.
- La réparation ou le remplacement des ouvrages défectueux ou détériorés constatés soit en cours de travaux soit à la réception,
- Les travaux nécessaires à la levée des réserves,
- Les mesures utilisées pour assurer la protection des environnements des ouvrages et des ouvrages avant réception.
- L'emploi d'échafaudage autant que de besoin pour l'exécution de tous ses travaux,
- Les dispositifs permettant de satisfaire aux exigences réglementaires concernant l'hygiène, la sécurité et la protection de la santé du personnel et des visiteurs
- L'établissement d'échantillons permettant au maître d'ouvrage de valider les couleurs des équipements (supports, visuels imprimés...)
- Raccordement électrique sur fourreaux en attente aux droits des supports

3/ Fourniture et pose de la signalétique de sécurité

Le présent marché comprend également la fourniture et pose de la signalétique de sécurité au niveau de l'AIAC, faite par un spécialiste, et son installation.

Les panneaux proposés sont donnés à titre indicatif. Le prestataire retenu peut proposer tout autre modèle répondant notamment aux normes en matière de signalétique et de signalisation de sécurité.

Les dimensions proposées sont approximatives. Le prestataire en concertation avec le maître d'ouvrage peut proposer d'autres dimensions des différents panneaux avant le lancement de la fabrication.

ARTICLE 30 : CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :

Il est demandé au titulaire du marché de fournir et d'installer les types de panneaux suivants :

➤ **SIGNALETIQUE INTERIEURE ET EXTERIEURE :**

ST Stèle d'orientation

CS Caisson Suspendu

CA Caisson en Applique

CP Caisson sur Pieds

CD Caisson Drapeau

PI Panneau d'Identification

Plaques non lumineuses pour portes

➤ **SIGNALETIQUE DE SECURITE**

PPE Plaque Plan d'Evacuation

PE Plaque de pictogramme Extincteur

RIA Plaque de pictogramme RIA

PSS Plaque Sortie de Secours

➤ **ENSEIGNES EXTERIEURES :**

- Enseignes lumineuses Entrée Principale Arabe/Français en applique sur muret.
- Enseigne lumineuse (coté route d'accès à l'Aéroport) sur la façade.

PRESCRIPTION TECHNIQUE

I. Généralités :

1. Les faces des enseignes doivent être fabriquées à l'aide d'une plaque d'aluminium d'épaisseurs variables, tel que spécifié sur les dessins de principe, avec une épaisseur minimale de 125" pouces, sauf indication contraire.
2. Étant donné que différents systèmes d'extrusion peuvent donner lieu à des exigences dimensionnelles légèrement différentes, la hauteur totale et les dimensions de largeur décrites dans la construction des panneaux sur les dessins peuvent être considérées comme « nominales » aux fins de l'estimation des coûts.

3. À moins d'indication contraire sur les dessins de principe, toute copie découpée doit être acheminée à partir d'une seule feuille d'acrylique blanc, avec une épaisseur minimale de 3/8" et poussée à 1/16". Les lettres et les formes acheminées qui sont collées à une feuille d'acrylique distincte ne sont pas acceptables ; ils doivent être acheminés à partir d'une seule feuille.
- L'acrylique doit être attaché au dos de l'enseigne à l'aide de fixations adhésives, mécaniques ou les deux selon les spécifications de conception.
 - Tous les détonateurs de lettres (intérieurs des formulaires de lettres) doivent être montés à travers l'acrylique.
 - L'espacement acceptable entre l'acrylique poussé et l'aluminium découpé est de 1/32" à 1/16" selon la hauteur de la copie (si la copie est plus grande que 32", un espacement alternatif peut être utilisé pour permettre le changement de l'expansion du matériau).
4. Les jonctions des caissons doivent être étanches.
5. Toutes les finitions doivent être satinées, exemptes de décoloration, de pelage ou de fissuration. Préparation de la peinture de toutes les surfaces métalliques extérieures du panneau, y compris l'enlèvement de toutes les rayures et imperfections, le ponçage et la gravure chimique.
6. Toutes les faces de panneaux de moins de 8 pi sur 20 pi doivent être fabriquées à partir d'un morceau de matériau sans soudure.
7. Les joints non soudés entre les différentes parties des panneaux doivent avoir une apparence serrée, sans espaces.
8. Exécution des trous de vidange au besoin pour empêcher l'accumulation d'eau dans les panneaux. Les trous doivent être discrets. Les orifices doivent être disposés de manière à ce qu'il n'y ait pas de drainage sur les panneaux ou sur d'autres surfaces sujettes à coloration.
9. Les faces des panneaux non éclairées doivent avoir des caractères et des éléments graphiques créés en tant que typographie de vinyle appliquée en surface à l'aide de la qualité extérieure 3M ou similaire, garantie minimale de 5 ans.
10. Les plaquettes non éclairées seront imprimées au minimum à 1200 DPI à l'aide d'encre UV à base de pigments sur un papier photo blanc enduit d'UV au fini satiné, avec un UV mat sur-laminé. L'épaisseur du papier photo doit être assez lourde pour qu'aucune ride ne se produise une fois installé.
11. Les panneaux de fibre de verre avec des illustrations encastrées doivent être fabriqués à l'aide d'un panneau de fibre de verre de 1/8 po d'épaisseur avec des illustrations numériques encastrées en permanence (imprimées à au moins 1200 DPI à l'aide d'encre extérieures). Le panneau doit être un panneau monobloc solide avec tous les éléments graphiques inséparables de la fibre de verre dans laquelle ils sont encastrés.
12. Les joints en métal visible doivent respecter une tolérance de 0,01 po.

II. COMPOSITION DES CAISSONS :

Caisson Suspendu CS

- Les éléments horizontaux servent de « Support » technique aux éléments électriques (bornier et disjoncteur), d'une part, et de pièce de maintien du cadre auquel il est

solidaire d'autre part. Cette poutre est composée d'un profilé en U en Aluminium extrudé.

- Cadre fixe est composé d'un profilé tubulaire en aluminium.
- Face mobile constitué de :
 - Deux côtés latéraux en aluminium avec parcloles clippées et joints EPDM pour maintien du vecteur de lumière.
 - Système d'ouverture et de blocage à la fermeture.
 - Réservation pour passage des câbles avec protection par passe câble en EPDM.
 - Plaque de jonction en profilé aluminium retours pliés servant de dispositifs de retenue ponctuelle des supports de visuel.
 - Imitateur d'ouverture par câble ou tout système invisible équivalent.
- Faces extérieures du châssis mobile : Chaque face extérieure du châssis mobile reçoit une plaque de méthacrylate de méthyle (PMMA) opal de 4mm d'épaisseur diffusant à hauteur de 50% de transmission lumineuse type Opal LED System de la marque ALTUGLAS ou équivalent, affleurant les 4 côtés du châssis.
- Films adhésifs translucide appliqués sur supports PMMA. Chaque film recouvre entièrement la plaque correspondante. Dans le cas des caissons suspendus 1 face, le dos comporte un film opaque.
- Suspentes : Les caissons lumineux suspendus sont fixés à la structure béton par l'intermédiaire de suspentes. Leur nombre et entre axe seront calculés en fonction des dimensions et nombre des caissons. L'entreprise doit fournir les notes de calculs et plans d'exécution correspondants.

Ces suspentes comportent un système de réglage possible dans les trois directions.

Verticalement le réglage se fait par manchonnage d'un profil en aluminium dans l'autre, fixations plusieurs positions et calages métalliques des platines.

Constitution pour chaque suspente :

- Profilés carrés en aluminium extrudé, de dimensions minimales 30x 3,2mm, platines acier soudé, finition thermo laquage.
 - Contreventement par câble inox tendu (500 daN de traction), monté sur axe (frein+goupille).
 - Cache réglable en aluminium thermo laqué.
 - Chevilles métalliques.

Tous les composants doivent permettre le passage dans l'axe d'une suspente des câbles d'alimentation, et protection par passe câble.

Caisson en Applique **CA**

- Chaque caisson code CA est composé d'une poutre d'un profilé en U en Aluminium extrudé, d'un cadre fixe en profilé tubulaire en aluminium, et d'un châssis mobile lumineux portant la plaque du visuel correspondant et des équipements électriques d'alimentation. Même descriptif que les caissons CS.
- Les caissons lumineux en applique sont fixés à la structure béton par l'intermédiaire de pièces métalliques et calages. Leur nombre et entre axe devront être définis par note de calcul à la charge de l'entreprise. Ces pièces de fixation sont fixées à la poutre du caisson, leur cote d'écartement par rapport au support est à adapter suivant les différents cas rencontrés.
- En partie basse, les caissons reçoivent des cales caoutchouc d'écartement fixées mécaniquement sur une équerre de renfort derrière la tôle de fond de caisson. Une double patte réglable entre le caisson et paroi assure la résistance à l'attachement.
- La mise en œuvre comprend les chevilles métalliques adaptées en fonction du support

Caisson Drapeau **CD**

- Même description que le paragraphe relatif aux caissons suspendus CS prescription pour
- Bras en profilé aluminium : Le bras aluminium est réalisé par l'assemblage de profilés en aluminium tubulaires, de sections appropriées.
- Assemblage des éléments par système de collage chimique type Bonding système, bouchage du tube par chapeau en partie supérieure et extrémités de la console.
- Console horizontale en profilé en aluminium pour reprendre le poids du caisson, sur la longueur du porte à faux.
- Platine de fixation encastrée dans l'épaisseur du revêtement, calages et tiges de fixation traversante avec contre platine ou chevilles à expansion.
- Percement de la platine et structure du poteau pour le passage du fourreau électrique.
- Habillage extérieur est en profilé extrudé pré laqué.
- Notes de calcul à fournir par l'entreprise pour dimensionnement du bras et de la platine d'ancrage.
- Finition : par thermo laquage.

Piètement métallique :

Le piètement métallique est réalisé par l'assemblage de profilés en alu tubulaires, de section appropriée à l'élancement du poteau :

- Assemblage de l'ensemble par soudure meulée, bouchage du tube en partie supérieure et extrémités de la console.
- Console horizontale en profilés en acier pour reprendre le poids du caisson, sur la longueur du porte-à-faux.
- Platine de fixation encastrée dans l'épaisseur du revêtement de sol, calages et tiges de fixation traversante avec contre platine ou chevilles à expansion.
- Percement de la platine et structure du poteau pour le passage du fourreau électrique.
- Habillage extérieur est en profilé extrudé pré laqué.
- Notes de calcul à fournir par l'entreprise pour dimensionnement du piètement et de la platine d'ancrage.
- Finition : par thermo laquage.

Equipements électriques :

Il incombe à l'entrepreneur d'effectuer la conception électrique complète des enseignes allumées.

L'éclairage est de type tangentiel à LED blanc. L'intensité lumineuse sera au minimum de 75 lux au m2.

Equipements électriques fixés dans la poutre :

- Bornier à bornes auto serrantes en amont du disjoncteur.
- Disjoncteur 2 pôles protégés

Equipements électriques en traverses du châssis mobile :

- Connecteur

- L'éclairage est un système LED assuré par les modules adaptés.
- Un convertisseur compatible au système LED mis en place.

Les enseignes éclairées à l'intérieur doivent avoir un système de ventilation interne adéquat pour assurer une dissipation uniforme de la chaleur des composants électriques des enseignes alimentées et éclairées, l'absorption de la chaleur (solaire) par des panneaux et d'autres sources. Toutes les ouvertures dans les surfaces extérieures doivent être déroutées à l'intérieur afin de prévenir les fuites de lumière et d'empêcher l'entrée de la pluie, de la neige, des débris soufflés par le vent et d'autres matières étrangères, et doivent être recouvertes d'un écran d'insecte coordonné de couleur intérieure.

Toutes les surfaces métalliques intérieures éclairées à l'intérieur doivent être peintes en blanc à l'aide de la peinture blanche réfléchissante, ou doivent être revêtues d'une pellicule d'amélioration de la lumière blanche mat de 3M afin d'améliorer et de répartir uniformément la lumière.

Tous les composants électriques doivent être construits pour être logés dans les poutres des caissons de la signalisation. Tous les câblages et les voies de circulation à l'intérieur du panneau doivent être complètement discrets.

Tous les panneaux extérieurs et intérieurs éclairés doivent être maîtrisés à l'aide d'un minuteur électrique pour allumer le panneau la nuit et l'éteindre le matin.

Police :

Toutes les lettres, tous les symboles ou tous les graphiques doivent être reproduits par des moyens photographiques ou informatisés. Les caractères coupés à la main ne sont pas acceptables. Le découpage doit être fait de manière à ce que les bords et les coins des lettres finies soient tranchants et vrais. Les encorbellements avec coins entaillés, découpés, déchiquetés, arrondis et similaires ne seront pas acceptés.

III. ENSEIGNE LUMINEUSE SUR LA FACADE

L'enseigne de la façade : « **ACADEMIE INTERNATIONALE MOHAMMED VI DE L'AVIATION CIVILE** » déclinées en langue française et arabe sera montée sur la façade côté route de l'aéroport en applique.

Le corps de l'enseigne sera en bloc massif du PMMA de 30mm d'épaisseur avec éclairage LED.

IV. ENSEIGNE ENTREE PRINCIPALE

L'enseigne de l'entrée principale : « **ACADEMIE INTERNATIONALE MOHAMMED VI DE L'AVIATION CIVILE** » déclinées en langue française et arabe sera montée sur la façade de l'AIAC du côté route vers l'aéroport.

Le corps de l'enseigne sera en bloc massif du PMMA de 30mm d'épaisseur avec éclairage LED.

V. EXECUTION DES MASSIFS DE FONDATION OU SUPPORT MURAL POUR FIXATION DES ENSEIGNES

Le calcul de structure des massifs doit prendre en considération les contraintes liées à la stabilité et au risque de renversement dû à l'effet du vent.

Les massifs de fondation devront, tant pour des raisons de sécurité que pour des raisons esthétiques, ne pas dépasser du sol, qu'ils soient en déblai, en remblai ou terrain plat. Ils devront être coulés en une seule passe.

Le titulaire reste responsable des dommages qu'elle pourrait créer aux réseaux enterrés se trouvant au niveau des fouilles.

Si une fouille doit être exécutée dans un espace revêtu (enrobé, bitume ou béton), le revêtement sera découpé avec soin selon une forme géométrique régulière avant de procéder à l'excavation.

En présence de pavé ou de dalles de toute nature, un démontage soigné sera exécuté avant de procéder à l'excavation. Les parois et les fonds de fouille seront dressés de façon aussi soignée que la nature du sol le permettra.

Si l'excavation et le dépôt de produits de fouille doivent rester en l'état au-delà d'une journée, un balisage sera mis en place selon les prescriptions du gestionnaire du site concerné.

Le niveau du fond de fouille sera défini lors de l'implantation contradictoire. L'entrepreneur vérifiera la contrainte admissible en fond de fouille à l'aide d'essais géotechniques. Les matériaux réutilisables provenant de la démolition des chaussées et des trottoirs seront triés et pourront être réutilisés pour le comblement des excavations, sauf en chaussées à refaire où le remblai sera assuré par des matériaux à l'agrément du maître d'ouvrage. Le fond de forme sera soigneusement réglé et compacté.

Les matériaux excédentaires seront transportés par le titulaire à ses frais à la décharge.

Les bétons utilisés pour la réalisation des massifs proviendront de centrales qui auront reçu l'agrément du Maître d'ouvrage. La formule du béton sera également soumise à son agrément.

Le béton des massifs de fondation sera coulé à pleines fouilles. Les massifs de fondation auront la forme d'un parallélépipède.

Un coffrage hors sol est à prévoir.

Avant toute mise en œuvre des éléments en béton, le titulaire doit fournir les plans de béton armé établis par le bureau d'étude agréé et validés par un bureau de contrôle agréé.

L'entrepreneur réalisera également à sa charge les voiles support des enseignes extérieures en applique y compris le ferrailage.

VI. PANNEAUX NON LUMINEUX

Il s'agit de panneaux d'identification des salles, bureaux ou panneaux de sécurité.

Les panneaux **d'identification des salles** seront réalisés en profilé aluminium identique aux caissons en applique mais non éclairés.

PLAQUE DE PORTE

Destinée aux bureaux administratifs, la plaque est en aluminium anodisé galbé. Sur les côtés des embouts en plastique noir.

Le visuel est amovible et est à imprimer. Protégé par feuille de polycarbonate dont une face est brillante et l'autre mate pour éviter les reflets. Fixation par vis ou adhésif double face

PLAQUE PLAN D'EVACUATION D'URGENCE

Plaque en Forex de marque FOREX ou équivalent. Découpe numérique avec coins arrondis. Perçage sur les 4 coins à 2 cm vers l'intérieur. Epaisseur de 10mm.

Plaque de protection et de décoration en plexiglas transparent.

Découpe par Laser pour une bonne finition et un rendu visuel de qualité irréprochable. Coins arrondis. Perçage sur les 4 coins à 1,5 cm vers l'intérieur. Epaisseur de 6mm. Très bonnes propriétés optiques (transmissions lumineuses sans effets de reflets...). Excellente résistance aux agents atmosphériques et aux produits de nettoyage, aux diluants, alcool...

Impression quadrichromie en UV directe sur le Forex (adhésif imprimé et contrecollé sur la plaque n'est pas accepté).

Dimensions approximatives (un intervalle de tolérance de + ou – 10%)

- Plaque en forex 10mm = 400x500mm

- Plaque en plexiglas 6mm = 390x490mm

PLAQUE DE SORTIE DE SECOURS

Plaque en Forex de marque FOREX ou équivalent. Découpe numérique avec coins arrondis. Perçage sur les 2 coins du haut à 2 cm vers l'intérieur. Plaque à suspendre au plafond avec chaînettes et supports de fixation ou à suspendre aux murs. Epaisseur de 10mm. Très bonnes propriétés optiques (transmissions lumineuses sans effets de reflets...). Excellente résistance aux agents atmosphériques et aux produits de nettoyage, diluants, alcool...

Impression quadrichromie en UV directe sur le Forex (adhésif imprimé et contrecollé sur la plaque n'est pas accepté).

Dimensions approximatives (un intervalle de tolérance de + ou – 10%)

-Plaque 10mm = 350x500mm ou dimensions 250x350 mm en fonction des hauteurs sous faux plafond.

-Longueur des chaînettes = selon la hauteur sous plafond aux sites, de manière à ce que la plaque soit bien visible.

PLAQUE DE PICTOGRAMME EXTINCTEUR

Plaque en Polystyrène PVC rigide de 3mm. Découpe par Laser pour une bonne finition et un rendu visuel de qualité irréprochable. Coins arrondis. Fixation au verso des Bandes adhésives double face avec haute performance de contre collage au mur de marque 3M ou équivalent.

Très bonnes propriétés optiques (transmissions lumineuses sans effets de reflets...). Excellente résistance aux agents atmosphériques et aux produits de nettoyage, aux diluants, alcool...

Impression quadrichromie en UV directe sur la plaque (adhésif imprimé et contrecollé sur la plaque n'est pas accepté).

Dimensions approximatives : 240x240mm. (Un intervalle de tolérance de + ou – 10%)

PLAQUE RIA

Plaque en Polystyrène PVC rigide de 3mm. Découpe par Laser pour une bonne finition et un rendu visuel de qualité irréprochable. Coins arrondis. Fixation au verso des Bandes adhésives double face avec haute performance de contre collage au mur de marque 3M ou équivalent.

Très bonnes propriétés optiques (transmissions lumineuses sans effets de reflets...). Excellente résistance aux agents atmosphériques et aux produits de nettoyage, aux diluants, alcool...

Impression quadrichromie en UV directe sur la plaque (adhésif imprimé et contrecollé sur la plaque n'est pas accepté).

Dimensions approximatives (un intervalle de tolérance de + ou – 10%) : 240x240mm.

VII. REPARATION OU REMPLACEMENT

Tous les panneaux seront exempts de défauts, notamment :

- Bouillonnement, calfeutrage, rouille ou autre désintégration du panneau de signalisation, des graphiques ou des bords ;
- La corrosion apparaissant sous les surfaces de peinture des panneaux, des supports, des poteaux ou d'autres supports ;
- Corrosion des attaches ;
- La décoloration des couleurs et des finitions dans la période de garantie du fabricant de vinyle et de peinture ;
- Pelage, délaminage ou gauchissement ;

L'entrepreneur réparera ou remplacera à ses frais, y compris l'installation, tout panneau ou matériel défectueux pendant la période de garantie et réparera tout dommage causé à d'autres travaux en raison de ces imperfections. L'entrepreneur devra remplacer complètement tous les panneaux qui sont erronés par rapport aux documents de travail validés par le maître d'ouvrage.

ARTICLE 31 : MODALITE D'EXECUTION

Il est précisé que le titulaire est tenu d'établir ses propres plans d'exécution. Ces plans devront faire apparaître tous les détails de fabrication et les dispositions particulières de mise en œuvre.

Ces détails devront être établis aux échelles suffisamment grandes pour pouvoir être jugés par le maître d'ouvrage.

Le titulaire devra fournir dans les délais prescrits, à l'approbation, et ce, avant toute mise en fabrication ou d'exécution de ses travaux, les plans, dessins de détail (dont certains à l'échelle 1/1 selon nécessité) et graphismes des différents ouvrages.

Elle devra préciser notamment :

- Les implantations,
- Les dimensions des différents ouvrages,
- La nature, l'épaisseur et les sections des divers matériaux mis en œuvre,
- Les détails de scellement, ancrage et autres fixations sur les différents supports rencontrés,
- Tous les détails permettant de juger l'ouvrage proposé.
- L'établissement des plans d'exécution et leur remise pour accord au maître d'ouvrage devront respecter les délais fixés au calendrier détaillé d'exécution.

Le titulaire assistera à l'implantation sur site du mobilier en présence d'un représentant du maître d'Ouvrage. Le choix des emplacements étant déterminant pour le contenu des textes. Les dimensions de l'ensemble de la gamme signalétique proposée seront à confirmer sur site par le titulaire pour la réalisation ainsi que la définition des modes de pose en fonction des différents supports de signalétique et de la nature du sol, mur ou plafond sur lequel il sera posé.

REGLES GENERALE POUR LA FIXATION

La définition des modes de pose sera faite en fonction des différents supports de signalétique et de la nature du matériau sur lequel il sera fixé.

Les mobiliers et leurs dispositifs de fixation devront être dimensionnés pour éviter les basculements dus au vandalisme et aux vents (signalétique extérieure).

Une étude de dimensionnement sera demandée par le Maître d'ouvrage.

Le coût de ces études est à intégrer dans l'offre de prix. le titulaire ne pourra prétendre à aucune plus-value

Le principe de fixation des mobiliers devra être impérativement soumis à l'approbation du Maître d'ouvrage. Les ouvrages seront conçus et réalisés de manière à éviter toute déformation ou altération, partielle ou totale, dans le temps.

Les matériaux seront préparés et dimensionnés dans ce but et tous les organes de liaison, raccords, assemblages, scellements, etc. seront particulièrement étudiés.

Le scellement ou la fixation des ouvrages s'effectuera dans les différents supports en place, à savoir :

- Cloisons en carreaux ou plaques de plâtre
- Volumes de verre
- Structures métalliques diverses,
- Dallages au sol, pierre ou autres,
- Tôlerie,
- Aluminium,
- Béton
- Menuiserie de bois ou métallique...

Le titulaire proposera dans chaque cas les scellements adaptés aux objets et à la nature du support en place et les fera approuver par la maîtrise d'ouvrage. Cette disposition ne dégage en aucun cas le titulaire de ses obligations contractuelles qui reste entièrement responsable de cette opération.

ARTICLE 32 : CERTIFICATS

Le titulaire doit fournir dans le cadre du présent marché des certificats de garantie pour :

- Les pièces métalliques, les laquages, pour une durée de **7 ans**.
- Les décors et les visuels pour une durée minimale de **5 ans**.
- Les composantes du système d'éclairage (LED et convertisseur) pour une durée minimale de **5 ans**.

ARTICLE 33 : RECEPTION DU CHANTIER

Le titulaire prendra toutes les dispositions nécessaires pour la réception de l'ensemble des travaux.

En cas de réserves, le titulaire précisera au Maître d'ouvrage le délai nécessaire pour mettre en application des actions correctives. Dans ce cas, une seconde réception sera organisée pour lever les réserves.

A la fin des travaux, les plans de recollement cotés et les coupes sur les différents ouvrages, conformément à la réalisation, devront être établis et remis par le titulaire du présent marché au Maître de l'ouvrage.

ARTICLE 34 : NATURE DES PRESTATIONS ET REVISION DES PRIX

Le présent marché est un marché de **fourniture**, dont les prix applicables sont fermes et non révisables.

ARTICLE 35 : PRESENCE DE L'ENTREPRENEUR SUR LES LIEUX DES PRESTATIONS

En ce qui concerne la présence de l'Entrepreneur sur les lieux des travaux, celui-ci doit se conformer aux conditions fixées par l'article 21 du C.C.A.G.T

ARTICLE 36 : ORGANISATION ET POLICE DE CHANTIER

L'entrepreneur est tenu de respecter les consignes et ordres qui lui sont donnés par l'ONDA pour la police de chantier ; il assure à ses frais l'exécution des mesures prescrites par les autorités compétentes et demeure responsable de tous les dommages résultant du mode d'organisation du chantier et ce conformément à l'article 28 du C.C.A.G.T

ARTICLE 37 : DEFINITION DES PRIX

Les prix sont définis conformément aux dispositions de l'article 53 du CCAGT.

➤ STELE D'ORIENTATION**PRIX N°1 : STELE D'ORIENTATION GRANDES DIMENSIONS**

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture et pose de stèles grandes dimensions entièrement en profilé aluminium, éclairée à LED, de dimensions approximatives de 3,50*1,50 m réalisée conformément aux dessins de principe et au descriptif technique et en respectant la palette de couleur définie par le Maître d'Ouvrage.

Y compris toutes sujétions de fourniture, pose, raccordement électrique et réalisation de socle d'ancrage en béton.

Payé à l'unité au prix n°1.

PRIX N°2 : STELE D'ORIENTATION MOYENNES DIMENSIONS

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture et pose de stèles moyennes dimensions entièrement en profilé aluminium, éclairée à LED, de dimensions approximatives de 2,50*1,20 m réalisée conformément aux dessins de principe et de descriptif technique et en respectant la palette de couleur définie par le Maître d'Ouvrage.

Y compris toutes sujétions de fourniture, pose, raccordement électrique et réalisation de socle d'ancrage en béton.

Payé à l'unité au prix n°2.

➤ PANNEAUX D'IDENTIFICATION**CAISSONS EN APPLIQUE EXTERIEURS**

Fourniture et pose de caissons en applique pour identification des différents Bâtiments. Caissons entièrement en aluminium avec éclairage à LED réalisés conformément aux dessins de principe et descriptif technique et en respectant la palette de couleur définie par le Maître d'Ouvrage.

Le prix comprend toutes les sujétions de fourniture, fixation et raccordement électrique.

Payé à l'unité aux prix suivants :

PRIX N°3 : CAISSONS EN APPLIQUE « CENTRE DE CONFERENCE »**PRIX N°4 : CAISSONS EN APPLIQUE « POLE D'ENSEIGNEMENT »****PRIX N°5 : CAISSONS EN APPLIQUE « HEBERGEMENT VISITEURS »****PRIX N°6 : CAISSONS EN APPLIQUE « CANTINE »****PRIX N°7 : CAISSONS EN APPLIQUE « RESIDENCE ESTUDIANTE »****PRIX N°8 : CAISSONS EN APPLIQUE « CENTRE AVSEC »****PRIX N°9 : CAISSONS EN APPLIQUE « ADMINISTRATION »****PRIX N°10 : CAISSONS EN APPLIQUE « SIMULATEURS »****PRIX N°11 : CAISSONS EN APPLIQUE « LABORATOIRES »**

PRIX N°12 : PANNEAU SUR PIED NON LUMINEUX DIMENSIONS 2,00*0,60 M

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture et pose de panneau non lumineux pour identification de zones (parking). Il sera entièrement en profilé aluminium, de dimensions 2,00*0,60 m réalisée conformément aux dessins de principe et au descriptif technique et en respectant la palette de couleur définie par le Maître d'Ouvrage.

Y compris toutes sujétions de fourniture, pose et réalisation de socle d'ancrage en béton.

Payé à l'unité au prix n°12.

SIGNALISATION INTERIEURES**PRIX N°13 : TOTEM SIGNALRTIQUE D'INTERIEUR MULTI NIVEAUX NON LUMINEUX**

Ce prix rémunère la fourniture et pose de TOTEM informatif signalétique d'intérieur modulaire non lumineux de caractéristiques suivantes :

- Dimensions : largeur 46cm x longueur 190cm x profondeur 6cm avec variation de +/- 10 %
- Composé de plusieurs éléments assemblés sur une structure centrale personnalisable.
- En aluminium anodisé naturel.
- Assemblage d'éléments selon les besoins et choix des couleurs définis par la direction de l'AIAC.

Payé à l'unité au prix n°13.

PRIX N°14 : CAISSON EN APPLIQUE INTERIEUR DIMENSION VARIABLE

Ce prix rémunère la fourniture et pose de caissons intérieurs en applique pour identification des différents Départements ou Zones. Caissons entièrement en aluminium avec éclairage à LED réalisés conformément aux dessins de principe et descriptif technique et en respectant la palette de couleur définie par le Maître d'Ouvrage.

Le prix comprend toutes les sujétions de fourniture, pose et raccordement électrique.

Payé à l'unité au prix n°14.

PRIX N°15 : CAISSON SUSPENDU DOUBLE FACE DIMENSIONS 1,20*0,45 M

Ce prix rémunère la fourniture et pose de caissons intérieurs suspendus, entièrement en aluminium avec éclairage à LED réalisés conformément aux dessins de principe et descriptif technique et en respectant la palette de couleur définie par le Maître d'Ouvrage.

Le prix comprend toutes les sujétions de fourniture, pose et raccordement électrique.

Payé à l'unité au prix n°15.

PRIX N°16 : CAISSON EN DRAPEAU DOUBLE FACE DIMENSIONS 0.60*0,45 M

Ce prix rémunère la fourniture et pose de caissons intérieurs en drapeau double face, entièrement en aluminium avec éclairage à LED réalisés conformément aux dessins de principe et descriptif technique et en respectant la palette de couleur définie par le Maître d'Ouvrage.

Le prix comprend toutes les sujétions de fourniture, pose et raccordement électrique.

Payé à l'unité au prix n°16.

PRIX N°17 : PANNEAUX NON LUMINEUX D'IDENTIFICATION DES SALLES DIMENSION MOYENNE VARIABLE

Les panneaux d'identification des salles, amphithéâtres..., seront non lumineux réalisés en profilé aluminium conformément aux dessins de principe et descriptif technique et en respectant la palette de couleur définie par le Maître d'Ouvrage.

Payé à l'unité y compris toutes sujétions de fourniture et fixation au prix n°17.

PRIX N°18 : PLAQUE DE PORTE

Fourniture et pose de plaques d'identification des portes (bureaux, sortie de secours, locaux,...etc.) conformément au descriptif technique et en respectant la palette de couleur définie par le Maître d'Ouvrage. Les panneaux auront les dimensions approximatives de 0.35*0.25m.

Payé à l'unité y compris toutes sujétions au prix n°18.

PRIX N°19 : PLAQUE PLAN D'EVACUATION D'URGENCE

Fourniture et pose de Plaque Plan d'évacuation d'urgence conformément au descriptif technique.

Payé à l'unité y compris toutes sujétions au prix n°19.

PRIX N°20 : PLAQUE DE SORTIE DE SECOURS SUSPENDUE

Fourniture et pose de Plaque de Sortie de secours conformément au descriptif technique.

Payé à l'unité y compris toutes sujétions au prix n°20.

PRIX N°21 : PLAQUE DE PICTOGRAMME EXTINCTEUR

Fourniture et pose de Plaque de pictogramme extincteur conformément au descriptif technique.

Payé à l'unité y compris toutes sujétions au prix n°21.

PRIX N°22 : PLAQUE RIA

Fourniture et pose de Plaque RIA conformément au descriptif technique.

Payé à l'unité y compris toutes sujétions au prix n°22.

PRIX N°23 : NUMEROTATION DES PORTES EN PVC ADHESIF POUR INTERIEUR

Fourniture et pose de numérotation de portes (numéro & lettre) en PVC adhésif pour intérieur avec les caractéristiques suivantes :

- Etiquette numérotée en PVC argenté et pailleté avec gravure noire permettant de signaler les numéros de portes.
- Plaque signalétique qualitative en metalex d'épaisseur 1.5 mm gravé sur la face avant.
- Usage intérieur.

- Résiste à une température de 0 à + 60 °C.
- Fixation par adhésif double face puissant inclus.
- Dimensions selon la numérotation.

Payé à l'unité y compris toutes sujétions au prix n°23.

PRIX N°24 : ENSEIGNE ENTREE PRINCIPALE SIMPLE FACE FIXATION EN APPLIQUE SUR UN MURET

Ce prix rémunère L'enseigne de l'entrée principale : « **ACADEMIE INTERNATIONALE MOHAMMED VI DE L'AVIATION CIVILE** » déclinées en langue française et arabe qui sera fixée en applique sur un muret (voile de béton armé d'une hauteur de 2m et une largeur de 3m, les dimensions du muret sont données à titre indicatif.

Le corps de l'enseigne sera en bloc massif du PMMA de 30mm d'épaisseur blanc opale diffusant champ et face, de 55% de transmission lumineuse spécial LED.

Le système d'éclairage à LED est assuré par des modules à trois LED rectangulaires en monobloc à fort rendement. Les équipements électriques doivent être fixés de manière à assurer la ventilation du système, son étanchéité et l'accessibilité en cas de maintenance.

Ce prix comprend la réalisation du voile en béton armé y compris fondation, peinture.

Payé à l'ensemble y compris toutes sujétions de fourniture, pose et raccordement électrique au prix n°24.

ENSEIGNE LUMINEUSE SUR LA FACADE

Mise en place des enseignes « **ACADEMIE INTERNATIONALE MOHAMMED VI DE L'AVIATION CIVILE** » fixée en applique sur la façade et visibles au niveau de la route principale de l'aéroport déclinées en langue française et arabe et dont la hauteur des lettres est à définir sur une longueur de 40 ml environ.

Le corps de l'enseigne sera en bloc massif du PMMA de 30mm d'épaisseur blanc opale diffusant champ et face, de 55% de transmission lumineuse spécial LED.

Le système d'éclairage à LED est assuré par des modules à trois LED rectangulaires en monobloc à fort rendement. Les équipements électriques doivent être fixés de manière à assurer la ventilation du système, son étanchéité et l'accessibilité en cas de maintenance.

Payé à l'ensemble y compris toutes sujétions de fourniture, pose et raccordement électrique aux prix suivants :

PRIX N°25 : ENSEIGNE SUR LA FACADE COTE ROUTE PRINCIPALE /ARABE

PRIX N°26 : ENSEIGNE SUR LA FACADE COTE ROUTE PRINCIPALE /FRANCAIS

Appel d'offres ouvert N° 181/19/AOO

**Fourniture et pose de la signalisation fixe et des enseignes extérieures
à l'Académie Internationale Mohammed VI de l'Aviation civile**

Concurrent

« Lu et accepté sans réserve »